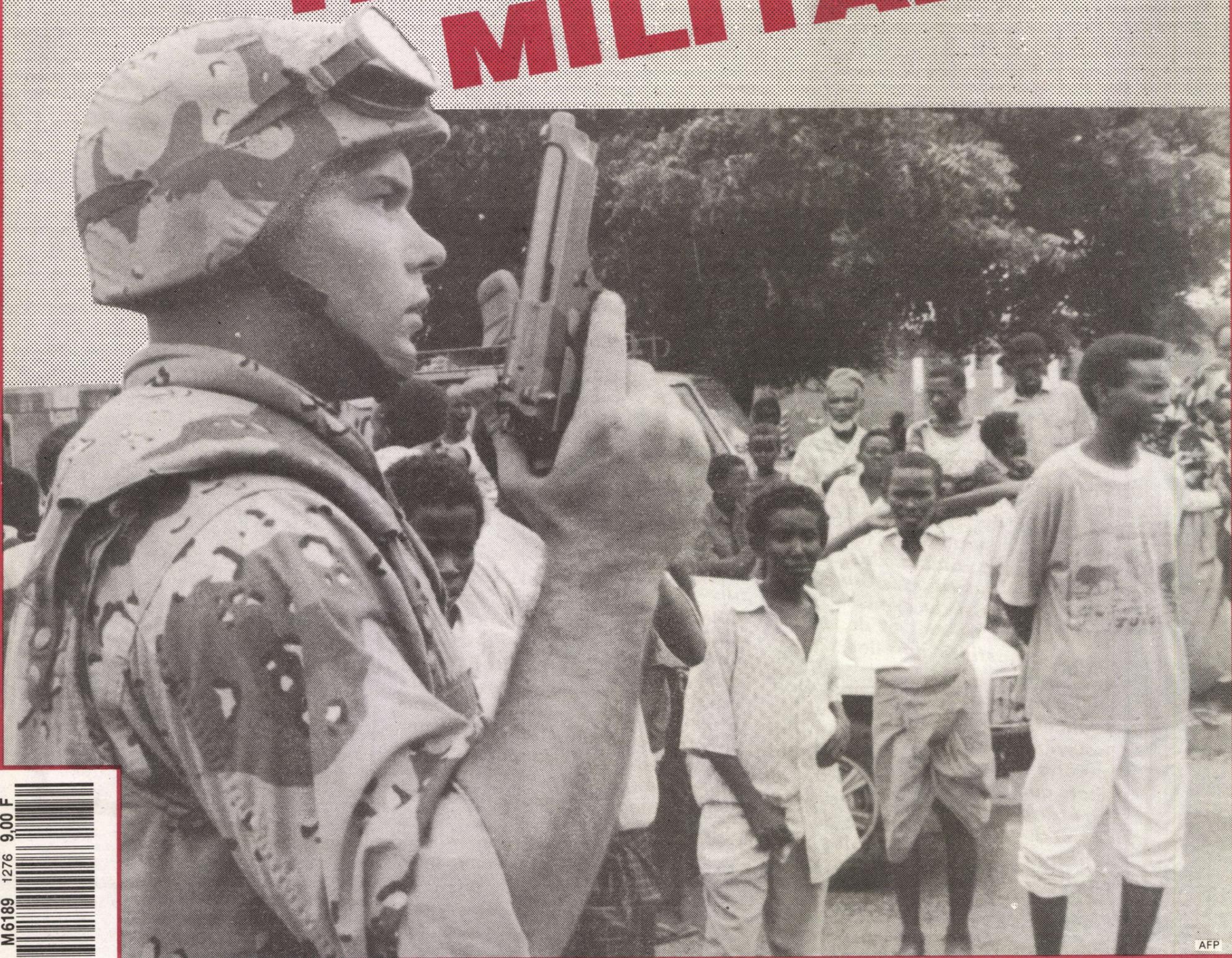


LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1276 - 18 décembre 1992 - prix : 9 F

SOMALIE

L'INTERVENTION HUMANAIRE MILITAIRE !



M6189 1276 9.00 F



SOMALIE :

L'intervention des troupes américaines en Somalie, auxquelles se sont jointes des troupes françaises, nous a été présentée comme strictement "humanitaire". Il n'a pas fallu longtemps pour que la ficelle apparaisse un peu grosse.

Alors que les Somaliens attendaient encore le premier sac de riz acheminé par ces troupes, dans certains cas ils ne recevaient déjà plus l'aide de la Croix-Rouge et des autres organisations non gouvernementales, qui ne parvenait plus du fait de la priorité donnée aux transports militaires.

Quant au comportement des troupes, on voit bien qu'il est d'abord celui de troupes d'occupation cherchant à prendre le contrôle d'un territoire. Les incidents se sont multipliés. Le battage audiovisuel organisé autour de l'inter-

vention a eu son revers, puisque les télévisions du monde entier ont montré ces images de Somaliens plaqués au sol par les "marines", puis de ce camion mitraillé par des légionnaires français sous prétexte qu'il aurait "forcé un barrage", au prix de deux morts et sept blessés. On n'a su qu'après qu'il s'agissait d'un camion de déménagement aux freins en mauvais état...

Et puis on a vu aussi ces mêmes légionnaires français assister, cette fois impassibles, au début de lynchage d'une jeune somalienne accusée par la foule de s'être prostituée auprès d'eux. Incident révélateur du dénuement d'une partie de la population réduite à tenter de vivre comme elle peut de la présence des troupes d'occupation, mais aussi du cynisme tranquille de ces troupes et des sentiments d'hostilité qu'elles soulèvent.

On voit bien que s'il ne s'était vraiment agi que d'amener de la nourriture en Somalie, cela aurait pu être fait depuis longtemps. Des Etats qui, comme l'Etat français, se prétendaient sans moyens au point de demander un kilo de riz à chaque enfant des écoles pour nourrir les Somaliens ont su déployer d'énormes moyens logis-

tiques dès qu'il s'est agi d'amener des soldats. Des moyens dont une toute petite partie aurait suffi à acheminer les vivres tant attendus, quitte à en prévoir une quantité suffisante pour rendre inopérant le pillage par les bandes armées locales.

Comme toujours, l'argument "humanitaire" n'est là que pour cacher d'autres calculs, bien plus politiques et bien moins désintéressés. Exactement comme autrefois les missionnaires acheminés pour "civiliser" les populations africaines n'étaient là que pour servir de couverture à l'intervention des armées coloniales.

Les Etats-Unis ont été promus seul grand gendarme du monde depuis le forfait de l'URSS. Ils ont besoin d'affirmer leur présence militaire dans cette partie de l'Afrique. Alors ils ont saisi le prétexte "humanitaire" pour le faire, eux et leurs comparses comme la France, qui défend sa place de gendarme de l'Afrique, ou même l'Italie, l'ex-colonisateur de cette

nullement de remédier aux maux de leur système, ni même d'enrayer l'effroyable extension de la misère que celui-ci engendre. Ils s'attendent seulement à devoir jouer de plus en plus souvent le rôle de gendarmes.

Bush et les dirigeants américains croyaient sans doute, avec la guerre du Golfe il y a deux ans, avoir suffisamment fait peur et à relativement peu de frais pour eux. Mais Saddam Hussein lui-même a pu après la non-réélection de Bush triompher en constatant qu'il sera encore au pouvoir alors que Bush n'y sera plus. De son côté, la prolongation du conflit en Yougoslavie démontre l'incapacité des puissances impérialistes à imposer un semblant de règlement à seulement quelques centaines de kilomètres de leurs frontières. Et d'autres conflits du même ordre peuvent surgir dans toute l'Europe de l'Est.

Alors, les puissances impérialistes ont besoin de démontrer qu'elles sont toujours prêtes à intervenir militairement quand elles l'estiment nécessaire. Elles ont choisi de le faire en Somalie car c'était là qu'elles pouvaient le faire aux moindres frais et en

L'INTERVENTION HUMANA...MILITAIRE

partie de la Somalie qui voudrait y garder un pied.

Il y a donc à l'intervention des raisons locales, avec l'instabilité politique de cette région et l'émergence de mouvements intégristes — ce qui en réalité ne gêne pas les dirigeants impérialistes — mais surtout hostiles à la présence occidentale — ce qui les gêne beaucoup plus. Un des objectifs est de forcer les pouvoirs locaux à se soumettre à la tutelle occidentale, sans pour autant d'ailleurs mettre fin à ces dictatures dont souffre la population somalienne.

Mais l'intervention a aussi des raisons plus générales. Les Etats-Unis et leurs compères sont les gardiens d'un "nouvel ordre international" qui craque de toute part. L'économie capitaliste en crise plonge des peuples entiers dans la pauvreté et parfois dans la misère totale. Ces situations sans issue engendrent déjà de nombreux conflits, et peuvent en faire craindre d'encore plus nombreux.

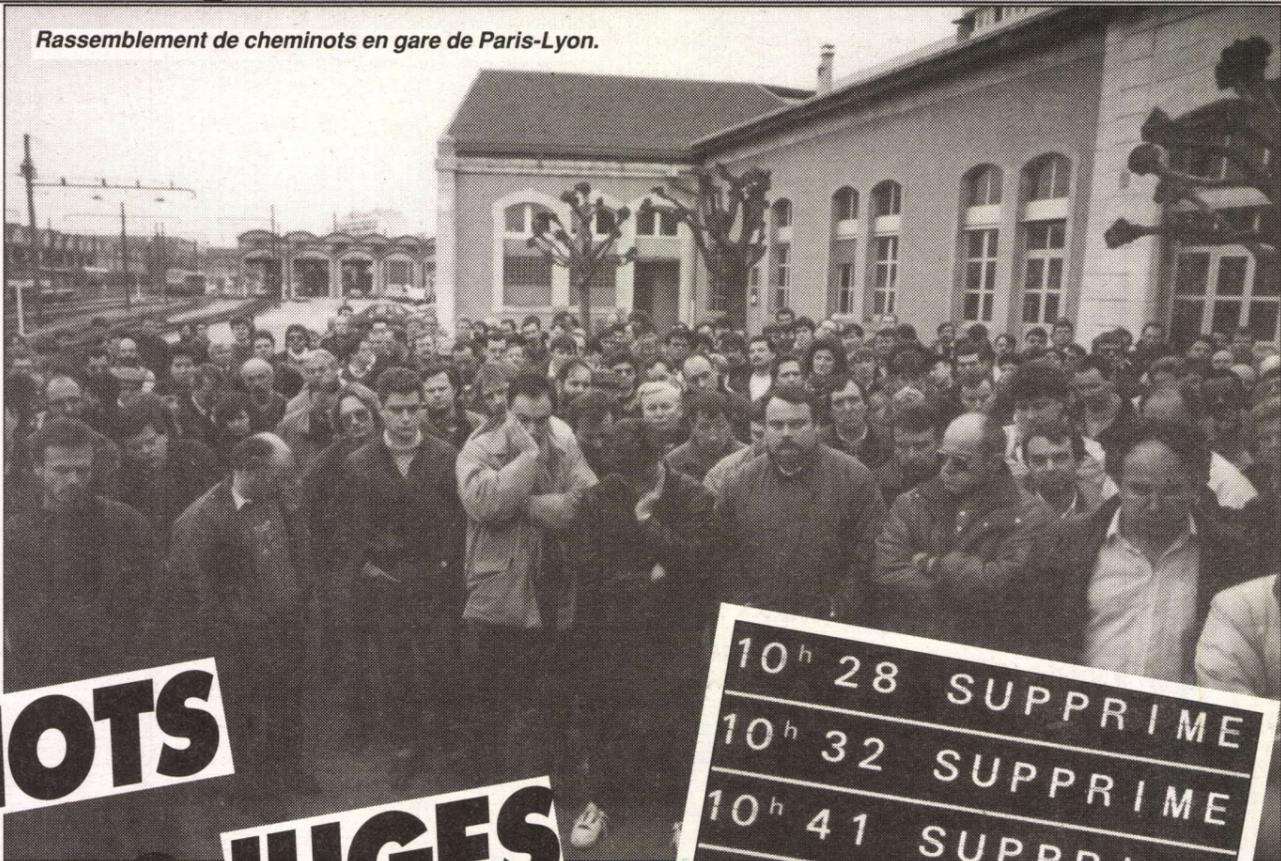
Mais pour y mettre fin, les maîtres de la planète n'envisagent

pouvant se couvrir du prétexte de l'aide à une population plongée dans la famine. Mais la leçon vise, bien au-delà de la Somalie, tous les peuples.

A commencer d'ailleurs par la population des pays occidentaux eux-mêmes, qu'on cherche à habituer peu à peu à l'idée de voir de plus en plus souvent des soldats partir l'arme sur l'épaule, avec ou sans prétexte humanitaire, en fait pour maintenir l'ordre imposé par le système capitaliste en faillite.

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

Rassemblement de cheminots en gare de Paris-Lyon.



Le jugement
de la catastrophe
de la gare de Lyon

LA GRÈVE, RÉPONSE DES CHEMINOTS AU MÉPRIS DES JUGES

10^h 28 SUPPRIME
10^h 32 SUPPRIME
10^h 41 SUPPRIME
10^h 43 SUPPRIME
10^h 47 SUPPRIME

Gamma

Lundi 14 décembre, le verdict concernant la catastrophe de la gare de Lyon de juin 1988 a été rendu. Le régulateur et la voyageuse qui avait tiré le signal d'alarme ont été relaxés. Mais André Fouquet, le contrôleur, a été condamné à deux ans de prison avec sursis, et surtout Daniel Saulin, le conducteur du train tamponneur, a été condamné à quatre ans de prison dont six mois ferme.

Ce jugement scandaleux, qui désigne deux cheminots comme seuls responsables d'un accident qui fit 56 morts dans la gare banlieue souterraine et prétend envoyer l'un d'eux en prison, a soulevé une vague d'indignation parmi tous les travailleurs de la SNCF.

Dès que le verdict a été connu, l'idée de se mettre en grève circulait. La grève devenait réalité dès minuit en réponse à l'appel

des organisations syndicales. Et le 15 décembre, tout le réseau ferré était paralysé par un mouvement unanime de l'ensemble des catégories de cheminots, pour la première fois depuis bien longtemps. Les conducteurs de trains de banlieue, les conducteurs de TGV, les cheminots des ateliers de réparation et d'entretien, ceux des gares et des chantiers n'étaient pas au travail.

Dans la région parisienne, des assemblées générales se sont tenues un peu partout. Les cheminots - agents de conduite et sédentaires - y sont venus nombreux, pour démontrer qu'ils se sentaient tous concernés, pour dénoncer le fait qu'un cheminot soit condamné à de la prison ferme. Au dépôt de Daniel Saulin en particulier, celui de Paris sud-est, trois cents travailleurs ont fustigé le jugement.

Celui-ci est considéré

comme d'autant plus scandaleux qu'il veut envoyer en prison un travailleur rendu coupable d'un accident dont les seuls vrais responsables sont les dirigeants de la SNCF, les Taillanter, les Costet et autres Rouvillois. Ceux-ci sortent blanchis et dédouanés par une justice qui démontre ainsi combien elle est une justice de classe, pleine de mépris pour les travailleurs et absolvant a priori les "responsables" de la SNCF. Des militants ont souligné qu'avec un tel jugement, tout cheminot peut se retrouver en prison. Et il est vrai que ce verdict revient à autoriser la SNCF à faire d'autres catastrophes, en toute impunité.

La grève générale des cheminots le 15 décembre, à travers tout le pays, a paralysé l'ensemble du réseau et des services SNCF. Elle a démontré au tribunal, au gouvernement et à la direction de la SNCF que les travailleurs ne laissent

RASSURANT

Le matin même du verdict, un TGV faisant la ligne Anancy-Paris déraillait, à plus de 200 km/heure, à hauteur de Mâcon, suite à une rupture d'essieu. 25 voyageurs en attente sur le quai étaient légèrement blessés par des cailloux du ballast, leur jaillissant en pleine figure avec une force terrible.

Le matériel irréprochable comme il a été déclaré aux procès des accidents de la gare de Lyon et de la gare de l'Est a donc failli. L'idée de l'impossibilité d'une "défaillance technique" ne serait - pour l'instant - même pas remise en cause ! Et puis, c'est le premier accident avec un TGV. Bref, selon la direction de la SNCF, tout cela serait même "plutôt rassurant"... Pour qui ?

pas passer ce qui est d'évidence un jugement inique et, on le souhaite, encouragé Daniel Saulin, par cet élan de solidarité, à faire appel de la sentence qui veut l'envoyer en prison.

On devrait savoir le jeudi 17 décembre si Daniel Saulin ferait appel. Dans ce cas l'application de la sentence serait suspendue et un nouveau procès devrait avoir lieu. Tous les cheminots attendaient donc cette décision et se tenaient prêts à agir, ou réagir, en conséquence !

Correspondant LO

Région SNCF de Tours

LA GRÈVE EN RÉPONSE AU JUGEMENT

Au dépôt de Tours-Saint-Pierre, la grève de protestation contre la condamnation des deux camarades dans le procès de l'accident de la gare de Lyon de juin 1988, commencée le 14 décembre vers 20h30 par les agents de conduite, a finalement touché presque tous les secteurs en moins de 24 h.

L'indignation suscitée par ce verdict en a été le principal moteur. Les militants syndicaux de base de la CFTD et de la CGT ont assuré sa popularisation et son extension. Tour à tour, les dépôts de Vierzon et d'Orléans-les-Aubrais entraient en grève à 00 h, suivis à la prise de service de 4 h des gars de l'exploitation dans les triages des Aubrais et de Saint-Pierre-des-Corps. La grève était massivement suivie chez les agents de conduite, par exemple presque pas de prise de service au dépôt de Tours.

Dans la matinée du 15 décembre, à Orléans-les-Aubrais, une assemblée de 150 cheminots de différents services décidaient à la quasi-unanimité la poursuite de la grève jusqu'au jeudi matin 6 h : "Quand un mouvement de grève marche à ce point, on

ne l'arrête pas comme ça", disaient certains grévistes. L'assemblée des agents de trains à Tours décidait la grève jusqu'à une prochaine assemblée générale le 16 décembre au matin. A l'atelier du Matériel, un débrayage réunissant deux cents ouvriers allait interpellier le "patron". Au dépôt sédentaires de Tours, les assemblées générales décidaient la grève pour l'après-midi.

L'idée d'un rassemblement devant la direction régionale, lancée le matin, se concrétisait l'après-midi à 15 h par un meeting syndical de trois cents cheminots sans équivalent depuis la grève de 1986-1987.

A Tours, chez les sédentaires, la grève n'a pas été reconduite, même si les grévistes se sont donné rendez-vous le mercredi 16 décembre à l'embauche sur certains chantiers. Les agents de conduite décidaient finalement dans une dernière assemblée générale à 18 h 30 de reprendre le travail en se promettant de redémarrer aussitôt si un pareil verdict se renouvelait pour le procès de la gare de l'Est.

Correspondant LO

TOUT NE S'ACHÈTE PAS

Avant même que la grève soit effective, la direction SNCF a senti le vent de la colère qui se levait. Jacques Fournier, le PDG s'est empressé de convoquer, le soir même du verdict, les organi-

sations syndicales pour leur dire que la SNCF s'engageait à payer la totalité des amendes réclamées aux deux cheminots condamnés, et à prendre à sa charge les frais s'ils décidaient de faire appel...

C'est ce que Fournier appelle probablement "la solidarité de l'entreprise" à l'égard des cheminots. Solidarité qui ne va tout de même pas jusqu'à proposer d'aller en prison à leur place...

Fauchées par un train dans une gare où il n'y a plus de personnel

LES ÉCONOMIES CRIMINELLES DE LA SNCF

Vendredi 4 décembre, trois jeunes filles ont été écrasées par un train en gare de Mervans, entre Dijon et Bourg-en-Bresse.

Mervans, comme des centaines d'autres gares, est fermée au public depuis 1990 : des trains s'y arrêtent mais il n'y a plus aucun cheminot sur place. La gare est en courbe et, bien que située sur la ligne Paris-Modane sur laquelle une centaine de trains circulent chaque jour, il n'y a ni passage souterrain, ni passerelle pour gagner la sortie. Il faut donc traverser les voies et le seul passage possible est constitué de quelques traverses en bois posées sur le ballast. Un simple pictogramme lumineux, alternativement rouge et vert matérialise le passage pour les piétons : c'est le seul moyen mis en œuvre par la SNCF pour prévenir de l'arrivée imminente d'un train circulant à grande vitesse.

Ce qui s'est passé le 4 décembre est la conséquence directe de l'abandon dans

lequel a été laissée la gare de Mervans. Lorsque les trois jeunes filles sont descendues de l'omnibus Bourg-en-Bresse-Dijon comme tous les vendredis, il faisait nuit, le temps était mauvais et dans la gare mal éclairée, les jeunes filles se sont engagées vite sur les voies pour les traverser. A ce moment précis, l'express Strasbourg-Lyon a surgi à 140 km/heure et les a fauchées.

Peu après l'accident, la direction de la SNCF a déclaré que "c'est aux voyageurs de veiller à leur propre sécurité". Paroles d'irresponsables. Mais c'est tellement plus simple, plus économique, et surtout criminel de la part des responsables SNCF qui multiplient les zones de danger sur les lignes en faisant des économies sur tout.

La petite gare de Mervans n'est pas la seule de son genre. D'année en année, de plus en plus de gares sont fermées au public. Le 4 décembre, trois jeunes filles l'ont payé de leur vie.

Joxe, lors de sa conférence de presse.



JOXE FAIT LA MANCHE POUR L'ARMÉE

A l'occasion de l'intervention militaro-humanitaire en Somalie, plus militaire qu'humanitaire en fait, on apprend qu'en ce moment, il y a 10 000 militaires français engagés dans toute une série d'opérations aux quatre coins de la planète. C'est le ministre de la Défense lui-même qui fait ce compte.

Eh oui ! Pierre Joxe, atteint tout comme Kouchner et quelques autres par la démangeaison publicitaire, s'est empressé de tenir une conférence de presse, afin de vanter les mérites de "notre armée". Elle est, a-t-il déclaré, sollicitée un peu partout pour des actions "le plus souvent humanitaires". Admirez "le plus souvent" ! Mais il faut croire que le soutien et le sauvetage de dictateurs, plus particulièrement de dictateurs en Afrique, ou que la protection des intérêts du riche émir koweïtien, relèvent des grandes causes charitables. Car on a surtout vu l'armée française dans ce rôle-là.

Mais si "notre armée" est charitable, elle a besoin

qu'on soit charitable avec elle, a dit Joxe. Car toutes ces interventions coûtent cher. "Alors que l'on stabilise le budget de la Défense, a-t-il dit, on ne stabilise pas les opérations. Si l'on poursuit les opérations en cours en 1993, ce sont 2,5 milliards de dépenses directes qu'il faudra régler. Si l'on y ajoute l'usure du matériel, les engins qu'il faudra renouveler, on atteindra les 4 milliards de francs". Conclusion, il faudrait une rallonge au budget militaire. Compris ? Rompez !

Mais n'y aurait-il pas un moyen que les dépenses se stabilisent, et même se réduisent, ce qui désarmerait du même coup la rancœur de Joxe ? Ce serait de réduire et, pourquoi pas, de supprimer ces opérations coûteuses, inutiles et, disons-le, carrément nocives.

Sans oublier que les interventions de cette armée ne sont que le prolongement de la diplomatie française dans ses ex-chasses-gardées avec pour but de protéger les intérêts des trusts français dans ces pays.

J.-P. V.

DES MURS FACE AUX SANS-LOGIS

Il y a déjà plusieurs semaines que les familles de travailleurs maliens, évacuées de l'esplanade de Vincennes, réclament d'être rélogées correctement. Plusieurs d'entre elles ont ainsi manifesté devant le 28, rue Taine, un immeuble propriété de l'UAP où une soixantaine de logements sont vides.

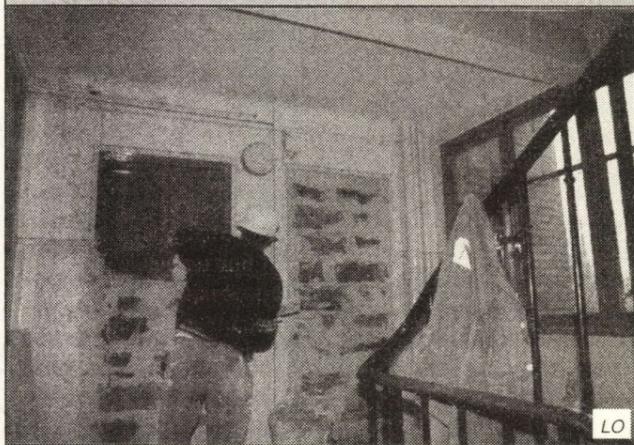
Mais cela s'est soldé par une nouvelle intervention de la police et les jours suivants, l'UAP s'est em-

pressée de faire... murer les portes et certaines fenêtres.

L'UAP, deuxième propriétaire immobilier après l'Etat, agit ainsi comme de nombreux gros propriétaires qui entretiennent la crise du logement en laissant des milliers d'appartements inoccupés.

Et pendant ce temps, la mairie de Paris et le gouvernement expliquent aux mal-logés qu'il convient d'attendre leur tour !

L'UAP faisant murer certains logements.



Chômage des cadres en augmentation

DE MOINS EN MOINS DE TRAVAILLEURS À ENCADRER

Le chômage augmente rapidement chez les cadres : près de 24% de plus en un an, et c'était déjà + 32% en 1991. Il y avait, selon les chiffres officiels, 168 000 cadres chômeurs au mois d'octobre. Cela représente moins de 6% des trois millions de chômeurs du pays, mais malgré tout c'est un chiffre non négligeable.

Les cadres sont inquiets ; de nombreux journaux ont consacré des enquêtes à ce problème, dont récemment *Le Figaro*, qui craint sans doute de voir fondre sa clientèle... Un haut cadre - au travail - a ainsi déclaré : "Les cadres les moins performants étaient déjà au chômage. Maintenant ce sont les bons qui arrivent". Et beaucoup se plaignent de l'attitude des entreprises qui demandent à leurs cadres d'être "mobiles" mais qui ensuite répugnent à embaucher un cadre chômeur, car s'il est au chômage, c'est sans doute

parce qu'il a été jugé peu performant auparavant...

Ainsi bon nombre de cadres qui ont contribué à licencier leurs subordonnés, en chantant les louanges de la rentabilité et de la performance, sont à leur tour "dégraissés" et remerciés : à force de diminuer les effectifs des travailleurs, il y a de moins en moins de monde à encadrer, et donc de moins en moins besoin de cadres. Pas besoin de sortir des grandes écoles pour comprendre cela...

L'un des hauts cadres au chômage cité par *Le Figaro* du 15 décembre, ancien "directeur des ressources humaines", déclare : "Après ce genre d'épreuve, on n'est plus le même qu'avant ; dans mon futur métier, j'accorderai une place plus importante à l'écoute des autres". En voilà un au moins qui aura appris quelque chose.

A. V.

COCHONS DE PAYANTS

Le gouvernement vient de faire adopter une loi sur le fond de solidarité vieillesse créant une allocation autonomie-dépendance pour les personnes âgées. Les structures d'accueil pour les personnes âgées dépendantes sont dramatiquement insuffisantes et surtout très chères et peu ou pas remboursées.

Cette loi vient combler une réelle carence. Mais les 10 milliards de francs nécessaires au financement de cette loi seront payés par les collectivités locales pour neuf milliards et un milliard par l'Etat, de toute façon par l'argent des contribuables.

Et si on affectait réellement l'argent de la vignette (créée théoriquement pour les vieux) à la santé des personnes âgées ?

Le jugement
de Grenoble

"AU NOM DU PEUPLE
FRANÇAIS"



Lemire / Gamma

Quoi de plus abominable que le viol et le meurtre d'une petite fille ! Même à notre époque où les télévisions du monde entier nous montrent des images de guerres, de famines, de tortures, derrière lesquelles nous pouvons imaginer sans peine bien d'autres viols, bien d'autres tortures ou bien d'autres assassinats individuels. Mais aucun de ces crimes, si affreux soit-il, ne diminue l'abomination des derniers instants de Céline.

Bien d'autres coupables

sont derrière les crimes de Somalie ou de Bosnie-Herzégovine, mais des centaines d'assassins n'en excusent pas un seul.

Cependant, que penser de ces gendarmes et de ces juges qui ont, cela apparaît de plus en plus évident, manipulé toute la population d'un village et les parents de Céline pour trouver un deuxième assassin là où, le procès est en train de le montrer, il n'y en aurait qu'un ?

Qu'est-ce que cette justice, qu'est-ce que cet appareil judiciaire, où des gendarmes assouvissant

peut-être de vieilles rancunes amènent un violeur et meurtrier, qui lui ne peut nier le viol car les analyses l'ont démontré, à rejeter le meurtre sur un autre, très probablement innocent, afin, lui a-t-on sans doute suggéré, de diminuer sa propre responsabilité, voire sa condamnation ?

Qu'est-ce que ce procureur, enregistrant une reconstitution bidon sur une vidéo dont on a supprimé le son ? Reconstitution filmée qui, au lieu de convaincre de la culpabilité a, tellement elle était fabriquée, ébranlé en sens contraire jusqu'au

procureur chargé de l'accusation.

C'est donc cela, l'appareil policier et judiciaire de la République française ? C'est cela, la démocratie ?

On peut parler des procès fabriqués à telle et telle époque dans tel ou tel pays ! Des procès de sorcellerie à ceux de Prague, en passant par ceux de Moscou ! Ici, en France, des instructions criminelles peuvent se mener de cette façon et faire condamner des innocents. Bien sûr on ne guillotine plus, depuis peu, mais parmi les guillotins, il y en a qui étaient aussi très proba-

blement innocents.

On dira, bien sûr, que la justice fonctionne, puisque le procès de Grenoble aura démontré l'innocence de celui qui fut accusé à tort.

Mais même s'il est finalement innocenté, celui-là restera marqué à vie. Dans l'esprit des habitants de son village, le doute, affreux, subsistera. Alors, que deviendra-t-il ?

Et combien d'accusés à tort ont-ils pu, comme lui, bénéficier d'un très bon avocat ? Et il a fallu qu'on en parle beaucoup, de cette instruction, depuis quatre ans. Il a fallu que bien des gens s'émeuvent durant ce temps pour que la cour d'assises de Grenoble en arrive à craindre d'être complice de l'une des plus graves erreurs judiciaires françaises de cette fin de siècle.

La justice dont on prône tant l'indépendance est un pouvoir à l'intérieur de l'Etat. Elle a ses mécanismes. La gendarmerie est son auxiliaire. Le témoi-

gnage d'un gendarme ne peut être contesté officiellement. Combien d'innocents en furent victimes ? Combien de petits coupables sont transformés en grands coupables, sans que l'appareil judiciaire revienne ensuite sur des aveux de garde à vue, sur des témoignages, dont les auteurs étaient invités à corriger ou les lieux ou les heures, pour que cela soit "cohérent" avec les autres témoignages ? On ne saura jamais sans doute dans combien de cas cela s'est produit.

Mais ce que le procès de Grenoble aura montré, c'est que cela existait.

Violer et assassiner un enfant est un crime sans nom. Mais faire condamner un innocent, sciemment, volontairement, qu'est-ce que c'est ? Et quel sera le châtement, si châtement il y a, pour les coupables ?

Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 14 décembre.

Loi anti-tabac
et Grand Prix automobile

METTEZ UNE CIGARETTE
DANS VOTRE MOTEUR

La polémique fait rage à propos de la loi Evin dite anti-tabac qui vise en principe à interdire la publicité en faveur des tabacs et cigarettes, en particulier dans les épreuves sportives. Cela fait longtemps que les trusts du tabac étrangers et français (en l'occurrence la SEITA qui dépend de l'Etat) s'opposent à cette mesure. Et les dirigeants de la Fédération internationale, ainsi que de la Fédération nationale du sport automobile ont décidé (menacé en tout cas) de renoncer au Grand Prix de France prévu en juillet prochain si cette loi n'était pas modifiée.

En réalité l'Assemblée nationale vient

déjà le 5 décembre dernier d'accéder en partie aux désirs des trusts du tabac en votant un amendement à la loi Evin, autorisant la publicité à condition qu'elle ne soit pas retransmise à la télévision. Cela en principe jusqu'à ce qu'une législation européenne vienne établir une réglementation définitive.

Seulement les trusts du tabac voudraient une victoire plus nette, et c'est pourquoi ils ont fait donner leurs ténors, les dirigeants du "sport automobile", un certain nombre de pilotes, et des politiciens dont Michel Charasse, fumeur ostentatoire, qui vient de déposer un projet d'amendement à la loi Evin devant le Sénat.

Bien entendu, comme le disent les défenseurs des trusts du tabac, ce n'est pas la publicité à elle seule qui fait fumer. C'est vrai. Et la drogue se répand fort bien dans la population sans qu'il y ait de publicité. Il n'empêche que si les marchands de cigarettes y tiennent tellement, c'est bien qu'ils estiment que cela fait vendre. Et si on veut lutter contre le tabagisme qui fait, selon les milieux médicaux, 65 000 morts chaque année en France, il faut bien, entre autres, interdire la publicité.

Il y a quelque temps, la justice a condamné le docteur Garetta, parce qu'il avait fait

encourir des risques à des transfusés, pour des raisons de profits. Mais les dirigeants du "sport automobile", les pilotes et les politiciens à la Charasse savent pertinemment que le tabac tue, et disent : Tant pis, du moment que l'argent rentre ! Tandis que pour les députés défenseurs de la loi Evin, qui viennent de montrer leur disponibilité aux compromis, leur politique est... celle du bout filtre !

André VICTOR



Koike / Gamma

Après les affrontements inter-religieux

La police sur les ruines de la mosquée d'Ayodhya.



UNE RÉPRESSION QUI PRÉPARE

D'AUTRES AFFRONTEMENTS

1200 morts et plus de 40 000 blessés. Tel serait selon le gouvernement indien le bilan provisoire des affrontements consécutifs à la destruction de la mosquée d'Ayodhya, le 6 décembre, par des manifestants intégristes hindous. Tandis qu'au Pakistan voisin, les émeutes anti-hindoues orchestrées par les organisations intégristes musulmanes auraient fait plus de 200 morts et 20 000 sans-abri dans la région du Sindh.

Toujours selon le gouvernement indien, qui se targue d'avoir "définitivement maté l'intolérance et l'extrémisme religieux", les affrontements auraient pratiquement cessé et l'armée aurait désormais la situation bien en main.

Mais s'il est difficile de croire sans réserve aux communiqués de victoire du gouvernement de Narasimha Rao, il est encore plus difficile d'en juger la véracité. Car, trois jours à peine après l'éclatement des premiers affrontements entre hindous et musulmans, le

gouvernement a introduit une censure totale sur toutes les informations concernant ces affrontements.

Ce que l'on sait en revanche, car le Premier ministre a tenu à s'en vanter, c'est l'étendue des mesures répressives qui ont été prises.

Une répression sanglante

Dès le lendemain de l'émeute d'Ayodhya, état d'urgence et couvre-feu ont été décrétés dans pratiquement toutes les zones urbaines du pays. La responsabilité de la répression est passée des polices locales, jugées trop soumises à l'influence des gouvernements d'Etat, à l'armée fédérale et surtout à des formations paramilitaires dont la férocité est notoire. Parmi ces dernières on compte par exemple la RPF ou Force de protection des chemins de fer, créée dans les années 1970 pour étra-

ser dans le sang les grands mouvements de grève des chemins de fer, et qui sert depuis à assurer la protection des trains contre les guérillas nationalistes d'Assam ou du Pendjab. Ou encore la CISF, ou Force centrale de sécurité industrielle, qui est le bras armé du patronat et des entreprises industrielles nationalisées face aux mouvements grévistes.

Si les exactions des mouvements intégristes musulmans et surtout hindous ont fait de nombreuses victimes dans tous les Etats

de la fédération, ces forces de répression semblent en avoir autant, sinon plus, sur la conscience. Ainsi, à en croire certains reporters occidentaux, à Bombay, l'une des deux capitales industrielles du pays, qui compte le record du nombre de victimes, elles se seraient livrées à de véritables massacres préventifs en tirant

sur la foule rassemblée autour des lieux de cultes, aussi bien musulmans qu'hindous d'ailleurs. Ailleurs, dans des petites villes du nord connues pour leur soutien aux groupes intégristes, elles se seraient livrées à des opérations destinées à terroriser la population, saccageant, pillant et violant au hasard.

Le Parti du Congrès profite de l'occasion pour se débarrasser des gêneurs

Dans le même temps, le gouvernement a fait arrêter plusieurs dirigeants nationaux du parti intégriste hindou BJP (Bharatiya Janata Party - Parti Populaire Indien), dont Lal Krishna Advani, le leader de son groupe au Parlement fédéral, pour avoir organisé la manifestation d'Ayodhya. Cinq organisations intégristes, deux musulmanes et trois hindoues, ont également été interdites. Au nombre de ces dernières, l'aile militaire du BJP, le RSS (Rashtrya Swayamsevak Sangh - Corps national de volontaires), organisation qui compte 2,5 millions de membres organisés militairement dans 35 000 unités locales réparties sur pratiquement tout le territoire de la fédération. Au total des milliers de militants intégristes seraient aujourd'hui sous les barreaux.

Néanmoins la façon dont le RSS a riposté à son

menacer le quasi-monopole qu'a exercé le Parti du Congrès sur l'appareil

d'Etat fédéral depuis l'indépendance en 1947.

Des manœuvres politiciennes qui ne peuvent que reculer les problèmes en les aggravant

Derrière les tentatives de mettre un terme aux affrontements inter-religieux, ce sont donc les pré-occupations politiciennes qui dominent. Et cela n'a évidemment rien d'étonnant. Car tout en se proclamant volontiers "pour la co-existence religieuse", le Parti du Congrès n'a jamais manqué de jouer sur toutes les divisions qui traversent la société indienne, divisions religieuses, divisions nationales, divisions de castes, lorsque cela pouvait le servir pour renforcer sa position au pouvoir.

C'est ainsi que le Parti du Congrès a en particulier protégé le pillage de l'économie auquel se livrent notables et politiciens, pillage qui a pris un tour encore plus sauvage depuis un an sous couvert de la "libéralisation", c'est-à-dire comme dans beaucoup de pays du Tiers Monde, de la mise en pièces de la maigre industrie du pays, offerte à bon compte aux possesseurs de capitaux liquides indiens ou étrangers, et qui sont autant d'occasions pour les politiciens, du bas en haut de la hiérarchie, de prélever au passage de somptueux

pourboires, tandis que la population s'appauvrit encore un peu plus, par le jeu des suppressions d'emplois et surtout de la hausse des prix.

Or c'est justement cette corruption affichée qui les narguait tandis qu'ils s'appauvrissaient qui a jeté tant de petits commerçants, artisans, paysans, dans les bras des intégristes hindous comme musulmans. C'est du désespoir de ces couches sociales qui avaient jusqu'à échappé à la misère extrême des plus pauvres, que s'est nourrie la montée fulgurante du BJP au cours des dix dernières années.

Alors les manœuvres politiciennes du gouvernement Rao peuvent peut-être, pour un temps au moins, affaiblir le BJP dans l'arène politique parlementaire et dans l'appareil d'Etat, mais elles ne peuvent que renforcer l'écoeurement et le désespoir de ceux qui se sont tournés vers les démagogues intégristes faute d'une autre perspective crédible et, au bout du compte, les tensions religieuses qui servent d'exutoires à la misère.

François ROULEAU



POURQUOI L'ARMÉE AMÉRICAINE EST-ELLE EN SOMALIE ?

Les États-Unis sont en train de mettre en place un dispositif militaire qui devrait compter d'ici quelques jours, si cela ne prend pas plus de temps que prévu, autour de 40 000 hommes dont la plus grande partie sera américaine, complétée par les contingents d'une vingtaine d'alliés des États-Unis, en tête la France et l'Italie.

Tout ce déploiement de force se fait sous le couvert de l'ONU, mais il s'agit d'une nouvelle démonstration de force de la "Pax Americana", comme on en a déjà vu lors de la guerre du Golfe, une guerre qui soit dit en passant, selon les calculs de *Jeune Afrique*, aurait coûté une somme équivalente à deux siècles de Plan alimentaire mondial...

L'intervention militaire américaine, la seconde de ce genre sur le continent africain, puisque Bush a déjà fait intervenir ses troupes sous le drapeau de l'ONU au cours de la guerre civile au Libéria mais sur une échelle plus modeste, a d'abord pour but de remonter à tous les peuples du monde qui est le patron, et ce qui attend ceux qui ne jouent pas le jeu selon les règles dictées depuis Washington. Avec une petite nuance : il était infiniment plus facile, c'est en tout cas le calcul qu'ont dû faire le Pentagone et ses alliés, d'effectuer cette démonstration en Somalie qu'à Sarajevo...

Accessoirement, cela permet à Bush de quitter la scène politique (le 20 janvier, Clinton

aura pris sa place) dans le rôle qu'il affectionne, celui de metteur en scène du "nouvel ordre mondial".

Mais les raisons humanitaires qui ont servi de prétexte à ce débarquement des nations impérialistes les plus riches dans l'un des pays les plus pauvres de la planète ne sont qu'un prétexte qui ne fait plus guère illusion au terme d'une semaine d'occupation. Car il existe d'autres raisons plus dissimulées.

Il s'est développé en Somalie depuis deux ans une situation anarchique entraînant l'éclatement de l'État en une quinzaine de bandes armées rivales. C'est une situation qui pose de toute façon un problème aux États-Unis en tant que gardien de l'ordre impérialiste. D'autant que la Somalie est proche de régions sensibles du Moyen Orient. Elle est proche aussi de pays comme le Soudan et, dans une certaine mesure, de l'Égypte soumise à une montée de l'intégrisme musulman.

Ce n'est évidemment pas le côté réactionnaire de cet intégrisme qui est susceptible de préoccuper les dirigeants américains mais le côté anti-occidental. En Somalie même, l'intégrisme est représenté par les "barbus" de l'Union islamique, Al-Itihad, qui condamne "l'invasion américaine". Décrit comme un parti dynamique, même s'il est encore de taille modeste, il contrôle le port de Las Koredh, des petites villes disséminées sur tout le territoire somalien, mais aussi dans l'Ogaden éthiopien (une province à majorité somalienne rattachée depuis la colonisation à l'Éthiopie) et dans le nord du Kenya (pour les mêmes raisons).

Cette organisation est d'ailleurs la seule "bande armée" qui recrute dans tous les clans et tribus de Somalie. Elle contrôlerait de petits bastions dans le nord-est et le sud-est du pays. Elle reçoit vraisemblablement de l'argent de Téhéran, et un appui logistique de Khartoum, la capitale du Soudan, le grand État islamique de cette partie de l'Afrique. Mais, signe d'une influence grandissante, l'Union islamique est désormais capable de disposer de ses propres sources de financement, notamment en s'appro-

priant et en revendant tout le long de la côte somalienne une partie de l'aide humanitaire, dont elle redistribue l'autre partie aux "bons" musulmans, un des éléments de son influence grandissante.

Derrière les prétextes humanitaires, il y a donc la démonstration de puissance américaine, mais aussi, sans doute, la volonté de contrecarrer une poussée islamique dans la région. Un objectif pour lequel les États-Unis n'ont certainement pas eu beaucoup de mal à se mettre d'accord avec le secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, un ancien chef

de la diplomatie de l'État égyptien, un pays allié des États-Unis qui essaye également de contrecarrer l'influence islamique dans ses propres frontières.

Certains nationalistes du Somaliland (la région du nord-ouest de la Somalie qui appartenait jadis à la Grande-Bretagne et qui affiche aujourd'hui son indépendance, y compris du reste de la Somalie) accusent le secrétaire de l'ONU d'avoir écarté un de ses adjoints, un temps dépêché en Somalie, qui paraissait parvenir à un accord entre tous les chefs militaires somaliens avant l'intervention. Selon eux, Boutros-Ghali aurait également dramatisé le pillage de

l'aide alimentaire pour justifier l'intervention militaire. Les organisations humanitaires disaient que le pillage de l'aide représentait 15 à 20 % de l'aide, et Boutros-Ghali, 75 à 80 %. Quoi qu'il en soit, derrière l'aide humanitaire, il y a comme on voit bien d'autres raisons apparemment beaucoup moins avouables.

Il reste à savoir si la promenade militaire dont le Pentagone a pu rêver en Somalie sera aussi simple et idyllique que prévu. Ce n'est pas sûr. Dans ce cas, l'"aide humanitaire" manu militari pourrait alors fonctionner - et pour cause ! - selon les mêmes lois que la guerre : on sait comment ça commence, on ne sait pas forcément comment ça finit.

Jacques FONTENOY

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DANS LA GALÈRE SOMALIENNE

Si aujourd'hui l'impérialisme français s'est drapé dans le manteau de l'"aide humanitaire" comme hier en Algérie il agissait au nom de la "pacification", c'est bien sûr qu'il entendait ne pas être absent de cette nouvelle mascarade du "nouvel ordre mondial". Mais il a aussi des raisons plus directes de montrer le bout des fusils de ses soldats dans cette région du monde.

D'abord, l'État français n'a pas cessé, depuis la décolonisation de 1960, de jouer un rôle de gendarme dans toute l'Afrique, intervenant aussi bien dans le pré carré de ses anciennes colonies (Gabon, Sénégal, Togo, Tchad) que dans le pré carré "élargi" du Zaïre.

Il existe, depuis des décennies, un véritable dispositif militaire français permettant à partir des bases militaires du Gabon à l'ouest et de Djibouti à l'est, d'intervenir dans toute la région. Chaque année, des manoeuvres militaires associent d'ailleurs les

troupes des alliés africains aux troupes de l'État français. Et l'alternance gouvernementale entre la gauche et la droite n'a rien changé à ce dispositif et à cette politique de l'impérialisme français. Mitterrand par exemple a conservé la même attitude que son prédécesseur vis-à-vis du Tchad où l'impérialisme français est intervenu à de multiples reprises pour appuyer telle ou telle des factions qui avaient son aval. Et les prédécesseurs de Giscard en avaient fait autant.

Avant l'indépendance de 1960, la Somalie était partagée en trois morceaux ; ceux sous la tutelle de l'Italie et de la Grande-Bretagne furent rattachés tant bien que mal l'un à l'autre pour former la Somalie actuelle. Le troisième, qui dépendait de la France, devint d'abord un territoire d'outre-mer puis, en 1977, la République indépendante de Djibouti.

Bien que juridiquement indépendant, Djibouti a conservé son caractère origi-



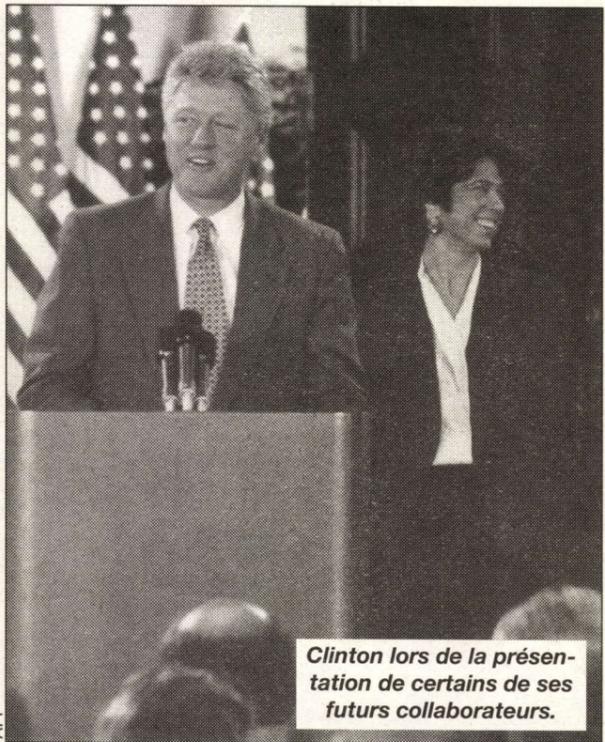
Bérégovoy montrant la Somalie sur une carte...

nel de comptoir colonial placé au carrefour de l'Afrique, de l'Arabie Saoudite et de l'océan Indien. Djibouti appartient donc à la zone d'influence française, et la France y a conservé une base et suffisamment d'intérêts pour être capable, comme l'a fait Mitterrand en 1989, de lui effacer toutes ses dettes. C'est dire que cela reste un élément indispensable du dispositif politique, militaire et commercial de la France dans cette région du monde. C'est pourquoi, ne serait-ce que

pour ne pas laisser penser que l'État français s'en désintéresse, il ne peut être question pour lui de ne pas être présent dans cette opération en Somalie.

En même temps, c'est une manière de rappeler à tous ceux, États africains de la zone franc mais aussi nationalistes du "Somaliland" voisin ou islamistes somaliens, voire à l'Éthiopie, que l'impérialisme français reste vigilant sur ses intérêts dans cette région du monde.

J. F.



Clinton lors de la présentation de certains de ses futurs collaborateurs.

USA

CLINTON DÉSIGNE SES GOLDEN BOYS

Les commentateurs se sont doctement interrogés sur la signification des désignations par Clinton des secrétaires d'État – cela correspond en France aux postes de ministre – qui seront responsables de sa politique économique.

Bien malin qui peut dire aujourd'hui quelle sera cette politique. Clinton et son équipe sont sans doute aujourd'hui eux-mêmes incapables de la préciser. Bush n'avait-il pas dû largement improviser ? N'avait-t-il pas déclaré, avant son élection et après, qu'il n'augmenterait pas les impôts ? Et c'est, entre autres, parce qu'il a fait le contraire qu'il a été battu par son rival.

La politique économique de Clinton sera elle aussi, dans une bonne mesure, dictée par les circonstances. Néanmoins le choix de son équipe économique constitue un signe, bien appuyé, qui s'adresse aux milieux financiers et au monde des affaires.

Qu'on en juge : le secrétaire au Trésor est un certain Lloyd Bentsen, sénateur démocrate mais aussi riche propriétaire d'un groupe financier et industriel aux activités diversifiées dans l'immobilier, les caisses d'épargne, la distribution d'essence, etc.

Son adjoint, Roger Altman, est un banquier. Le chef du Conseil de sécurité économique, Robert Robin, est lui aussi un multimillionnaire, coprésident de l'une des plus importantes et des plus rentables banques d'investissements américaines. C'est aussi l'un de ceux qui ont financé la campagne de Clinton, preuve que l'investissement ne s'est pas fait à fonds perdus.

A cela il faut ajouter quelques professeurs d'économie, dont par exemple une certaine Laura d'Andréa Tyson, nommée chef des conseillers économiques de la Maison-Blanche, enseignante à l'université de Californie. Elle se déclare, paraît-il, sceptique sur les mérites automatiques du libéralisme économique, ce qui lui vaut une réputation de "gauche". Elle préconise de "muscler" les dispositions existantes destinées à défendre les industriels US "menacés par la concurrence étrangère déloyale". Pour ce faire elle propose que le gouvernement attribue des "subventions de compensation" à ces industriels... on a déjà vu ça, aux USA, et ailleurs.

Toutes ces nominations ont été bien accueillies par Wall Street, la bourse de New York. Le contraire eut été étonnant.

J.-P. V.

ITALIE

UN DISCRÉDIT DES PARTIS GOUVERNEMENTAUX QUI PROFITE AUX "LIGUES" ET AU M.S.I.

Les élections des 13 et 14 décembre en Italie n'étaient pas des élections nationales, puisqu'elles ne concernaient que les conseils municipaux d'une cinquantaine de communes du pays; mais si elles avaient été telles, le gouvernement en place ne disposerait plus au parlement que de 35% des sièges alors qu'après les dernières élections générales, en avril, il en obtenait encore -tout juste il est vrai- un peu plus de 50%.

Le désaveu des partis au pouvoir atteint tout d'abord le Parti Socialiste de Craxi (9,7% des voix contre 13,5% en avril et 18,2% aux précédentes municipales), ensuite la Démocratie-Chrétienne (23,9% des voix contre 29,1% en avril et 35,6% aux précédentes municipales). Le PDS (l'ancien Parti Communiste d'Occhetto rebaptisé en "parti démocratique de la gauche") s'en tire mieux avec 11,4% des voix contre 13,3% en avril.

Le fait le plus marquant est le progrès, attendu il est vrai, de la "Ligue du Nord" d'Umberto Bossi, qui obtient sur l'ensemble des communes concernées 15,4% des voix contre 10,3% en avril et 4,3% aux précédentes municipales. Le parti de Bossi confirme ainsi son ascension, résultat d'une démagogie anti-immigrés, anti-méridionaux, anti-Rome (symbole selon lui de l'Etat qui prend l'argent au Nord industriel pour le donner au Sud paresseux et mafieux...) et l'on en passe.

Le progrès de la Ligue du Nord est plus net dans les résultats par commune. Ainsi à Varese, petite ville du Nord proche de Milan dont Bossi est originaire, son parti recueille 37,3% des voix contre 27,9% en avril. A Monza, dans la banlieue milanaise, la Ligue du Nord obtient 32,4% des voix contre 20,4% en avril. En revanche, à Reggio

de Calabre, dans le Sud, le succès de la "Ligue du Nord" est évidemment moins grand : 0,2% contre 0,2% en avril... mais la Démocratie-Chrétienne et le Parti Socialiste n'en subissent pas moins le désaveu. Cette fois, c'est au profit du parti néo-fasciste MSI (Mouvement Social Italien) qui obtient 16,6% des voix contre 8,4% en avril, mais aussi de la "rete" (le réseau), parti fondé par l'ancien maire démocrate-chrétien de Palerme Leoluca Orlando qui se présente comme un mouvement au-dessus des partis voulant lutter contre la Mafia.

L'Italie a connu en six mois les attentats spectaculaires de la Mafia, entre autres contre les juges Falcone et Borsellino, l'éclatement du scandale des "tangentes" (pots-de-vin) que touchaient surtout les partis traditionnels, le lancement en septembre du plan d'austérité du gouvernement Amato, la plongée dans la crise économique avec l'accélération des licenciements et la croissance du chômage. On peut en mesurer aujourd'hui l'effet, favorable surtout à des mouvements protestataires réactionnaires comme la Ligue du Nord, carrément marqués à l'extrême-droite comme le MSI, ou au mieux à visage apolitique comme la "Rete" d'Orlando. A gauche, seul progresse un peu le parti communiste maintenu "Rifondazione



Anticoli/Gamma

comunista", qui obtient 6,5% des voix contre 5,8% en avril.

Autant dire qu'en Italie, on assiste à un phénomène semblable à ce qu'on a vu en France et dans d'autres pays, où le discrédit des partis au pouvoir s'est traduit par un progrès de partis "populistes" réactionnaires ou au mieux "apolitiques". Une évolution qui pourrait se traduire dans l'immédiat par une accentuation de la crise politique, mais à terme par la mise en place de gouvernements plus marqués à droite, voire par un changement des institutions, sou-

haité de divers côtés par la bourgeoisie italienne pour pouvoir mieux gérer son système à la dérive, et en particulier imposer les mesures anti-ouvrières qu'elle a au programme.

Il est vrai que la classe ouvrière a aussi montré récemment, au mois de septembre, qu'elle était prête à se défendre sur son propre terrain, le terrain de classe. Elle en aura certainement besoin pour faire face au renforcement politique de gens qui ne sont certes pas de ses amis.

André FRYSS

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY



Dernières brochures parues :

- Billancourt : Reflet des luttes sociales et de la politique patronale et gouvernementale des cinquante dernières années. (N° 51 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 22 mai 1992)
 - Les puissances impérialistes et la situation dans l'ex-Yougoslavie (N° 52 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 octobre 1992)
 - Les Etats-Unis à l'heure des élections présidentielles et de la crise (N° 53 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 6 novembre 1992)
- Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure.

RUSSIE

De Gaïdar à Tchernomyrdine MOSCOU EN CRISE... MINISTÉRIELLE

La fin du Congrès des députés du peuple a temporairement interrompu le psychodrame en plusieurs actes et en multiples rebondissements, qui a opposé cet organisme qui tient lieu de Parlement russe, au président de la Russie Eltsine.

Le psychodrame a pris l'allure d'une véritable crise politique avant de sombrer dans la bouffonnerie.

Match Eltsine-Congrès : deux reprises et un compromis

Le 9 décembre, ce Congrès de 1041 députés élus encore au temps de Gorbatchev a refusé, à 486 voix contre 467, de légaliser la nomination de Gaïdar comme Premier ministre (ledit Gaïdar étant Premier ministre de fait depuis plus d'un an, par la grâce d'Eltsine qui l'a installé "à titre temporaire"). Ce vote du Congrès était donc un désaveu net pour Eltsine. Colère de ce dernier, qui accusa aussitôt le Congrès de préparer un "coup d'Etat rampant" pour "rétablir le système totalitaire". Le président du Congrès, Khasboulatov, qui se pose de plus en plus en chef de l'opposition et en rival, fut traité dans la même foulée de "démagogue", maître en "populisme à bon marché". Khasboulatov répliqua en dénonçant en Eltsine "l'autocrate" et l'homme qui se conduit "comme s'il pensait avoir été envoyé par dieu pour résoudre le destin de ce pays".

Au milieu de cet échange d'amabilités, Eltsine annonça la convocation d'un référendum pour le 24 janvier prochain, avec pour question : "A qui confiez-vous la conduite du pays pour sortir de la crise économique et politique et

pour la renaissance de la Fédération de Russie - à l'actuelle composition du Congrès et du Soviet suprême ou au président de la République" ? C'est le Congrès ou c'est moi, en résumé - avec menace de dissolution à la clé. La guerre était donc ouverte. Les députés dits "radicaux", les plus favorables à Eltsine - quelque cent cinquante parlementaires - quittèrent solennellement la salle du Congrès. Fin du premier acte.

Le Congrès déclara la démocratie en danger. Les députés se firent peur en criant à la menace d'une intervention armée. La sécurité du Kremlin fut renforcée. Appels au peuple de part et d'autre, auxquels répondirent en tout et pour tout quelques centaines de Moscovites (bien moins que la queue devant n'importe lequel des magasins d'Etat où les prix sont encore supportables). Les députés votèrent amendements sur amendements destinés à rogner le pouvoir présidentiel, c'est-à-dire, celui d'Eltsine. Et, réponse du berger à la bergère, ils interdirent purement et simplement au président tout référendum sur des questions politiques importantes. Pour protéger les "députés du peuple" d'autres initiatives intempestives d'Eltsine, l'un d'entre eux proposa même qu'ils soient élus à vie. Proposition tout de même repoussée. Fin du second acte.

Mais pendant que les

injures volaient, le compromis se préparait. Eltsine rencontra Khasboulatov à l'initiative de Zorkine, président de la Cour constitutionnelle. Personne ne sait au juste à quoi peut bien servir ladite Cour constitutionnelle, car la Constitution qu'elle serait en principe chargée de faire respecter est encore celle de 1978, promulguée au temps du brejnevisme triomphant et qu'aujourd'hui plus personne ne respecte - et pour cause. Zorkine put en revanche servir comme entremetteur. Résultat des conciliabules à trois : un accord en neuf points. En résumé, Eltsine repoussa son projet de plébiscite à trois mois plus tard et, surtout, le transforma en un innocent référendum sur les "principes de base" de la future constitution. Khasboulatov s'engagea à faire revenir les députés sur leurs votes les plus menaçants pour les prérogatives présidentielles. Il y est parvenu par une manœuvre contre son propre camp : il soumit l'accord concocté par lui-même et Eltsine aux votes des députés, mais refusa à ces derniers le droit d'en discuter le contenu. Quelques députés hostiles à Eltsine tempêtèrent, les autres se firent une douce violence et obtempérèrent. L'accord fut entériné. Commentaire du reporter du journal *Le Monde* : "Le président du Parlement a rendu un fier service à Eltsine, qui l'avait pourtant accusé, deux jours plus tôt, des pires intentions, à savoir le rétablissement du

pouvoir totalitaire." Commentaire désabusé d'un des chefs de l'opposition à Eltsine : "Notre tradition russe, qui consiste à ne pas exécuter les décisions prises, va permettre de corriger la situation dès les jours à venir..."

Quelques têtes changent... Mais pour changer quoi ?

La crise politique se termine donc en farce... Mais avec des changements de personnes dont l'avenir dira quelle importance ils ont - si toutefois ils en ont une.

Car le Congrès aura eu, d'abord, la peau de Bourboulis, bras droit et, paraît-il, âme damnée d'Eltsine. Mais il a eu, aussi, celle de Gaïdar, l'homme-lige du FMI et par qui la crise arriva. Le Premier ministre fut mis à la porte avant que son contrat temporaire devienne définitif.

Eltsine est-il sorti affaibli de la crise ?

Sans doute. Mais il en est sorti quand même et peut-être le Congrès et Khasboulatov ne perdent rien pour attendre.

Le retournement spectaculaire de Khasboulatov, qui a abouti à la réconciliation entre lui-même - et finalement, le Parlement - et Eltsine après trois jours de guerre verbale, n'est pas seulement révélateur des hommes et de leurs capacités de manœuvre et de rebondissement, mais surtout, de la situation. Si Khasboulatov a sauvé la mise à Eltsine en violentant le Parlement dont il est pourtant le président et le porte-parole, et si le Parlement a finalement accepté de se faire violenter, c'est

parce que malgré leurs rivalités, les uns et les autres sont enchaînés aux mêmes problèmes.

Le pouvoir est en déliquescence. Ce sont les hauts dignitaires de la bureaucratie qui en sont responsables, à commencer précisément par l'engance des Eltsine, des Khasboulatov, dont les rivalités pour le pouvoir, les volontés contradictoires de conquérir des fiefs ont fait implorer l'appareil d'Etat. Mais si cette anarchie bureaucratique se prolonge et s'aggrave, comment faire face, le cas échéant, à cette classe ouvrière qui, aujourd'hui, subit sans se faire entendre sur le plan politique, mais dont aucun dirigeant responsable de la bureaucratie ne peut espérer qu'elle se taira toujours ? Voilà, au-delà des intrigues byzantines et des calculs retors, la crainte qui rend un Eltsine et un Khasboulatov complices. Voilà pourquoi les appels à un régime fort et stable montent des rangs de cette même bureaucratie qui pourtant s'ingénie depuis plusieurs années à se débarrasser de tout contrôle central. Ah, s'il était facile de maintenir la dictature d'antan contre la classe ouvrière, tout en laissant aux bureaucrates entière liberté d'agir !

Eltsine a dû sacrifier son Premier ministre, trop marqué dans sa volonté verbale de retour rapide au capitalisme. Mais peut-être ne s'agit-il pas là seulement d'une concession au Parlement. Eltsine n'est pas nécessairement mécontent de prendre une certaine distance vis-à-vis de l'image incarnée par Gaïdar, celui du capitalisme sauvage et de la soumission aux dictats du FMI - même si Gaïdar a plus dit qu'il n'a en réalité pu faire.

Le nouveau Premier ministre, apparatchik gran-

di dans le sérail, homme proche du "complexe militaro-industriel", c'est-à-dire des grands barons de l'industrie étatisée, en accédant à la place de Gaïdar, a tenu à se démarquer de celui-ci, accusé de provoquer un "génocide économique". Peut-être son accession à la tête du gouvernement se traduira-t-elle par des mesures visant à contrecarrer les effets de l'anarchie bureaucratique sur la grande industrie étatique et sur la production. Mais quand bien même telles seraient les intentions de Tchernomyrdine ou de ses inspirateurs, auront-ils les moyens de faire autre chose que ce que fit Gaïdar, c'est-à-dire, pas grand-chose, justement ?

"Je suis pour des réformes et pour l'économie de marché - affirme Tchernomyrdine - mais je suis contre l'appauvrissement du peuple"

Ce ne sont là évidemment que des mots. La bureaucratie, par ses rapines, par sa course à l'enrichissement individuel, par son démantèlement de l'économie planifiée commencé sous Brejnev, poursuivi et accentué sous Gorbatchev puis sous Eltsine, par son dépeçage du pays, est en train d'appauvrir à grande vitesse le "peuple" et, en particulier, la classe ouvrière. Tchernomyrdine n'y changera évidemment rien. Mais derrière les mots et le souci d'apaisement qu'ils veulent exprimer, transparait, encore, la crainte des responsables politiques de la bureaucratie que les appétits des bureaucrates, l'enrichissement scandaleux de quelques-uns, pendant que la majorité sombre dans la pauvreté, ne finissent par provoquer des explosions sociales.

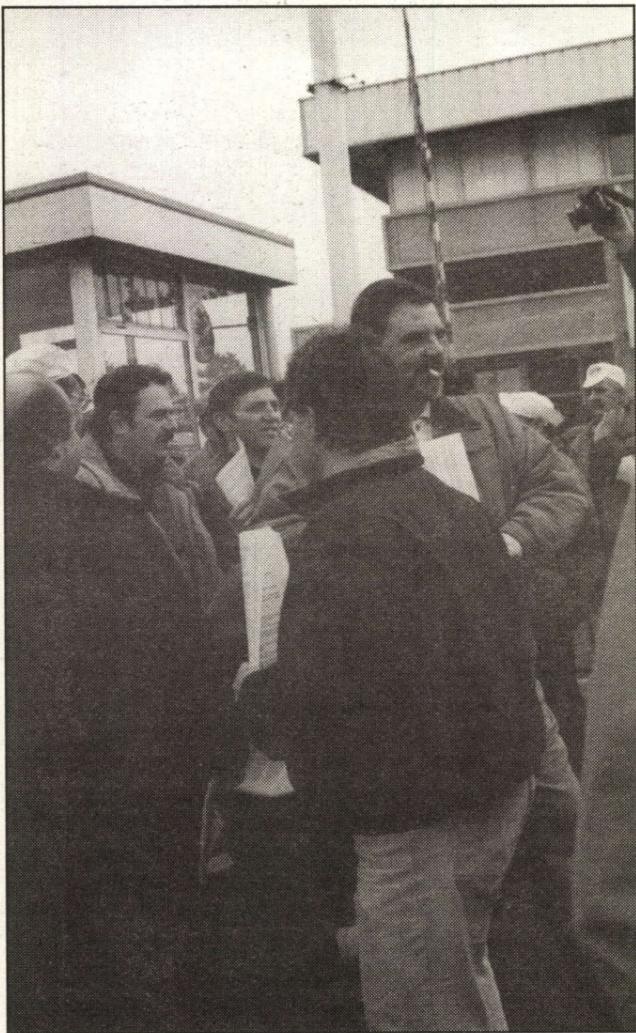
Georges KALDY



L'Assemblée au début de la session parlementaire.

AFP

LO



Comme nouvelle étape dans la mobilisation contre le plan de 1285 licenciements annoncé chez Chausson, les organisations syndicales, après les manifestations à Paris devant chez Peugeot, puis à Creil et à la sous-préfecture de Senlis, appelaient pour le 11 décembre l'usine de Creil, la plus touchée (1104 licenciements prévus), à une journée de grève complète et proposaient d'organiser une manifestation en direction de Renault. Renault est en effet actionnaire, à parité avec Peugeot, de Chausson et porte la responsabilité de la moitié des licenciements prévus. L'usine de Gennevilliers, moins touchée et moins mobilisée (161 suppressions d'emplois), avait promis de participer à la manifestation.

La CGC s'est retirée de cet appel pour, comme elle dit, "épargner Renault", mais cela n'a pas empêché le succès de la journée. Les travailleurs étaient bien décidés à ce que personne ne travaille ce jour-là et personne n'est rentré à l'usine.

LA LUTTE CONTRE LICENCIEMENTS CHEZ

LA GRÈVE ET LA MANIFESTATION DU 11 DÉCEMBRE AU SIÈGE RENAULT ET À FLINS

Une grève totale et unanime

Le vendredi 11, dès 4 heures du matin, alors que la prise de poste est à 5 heures, des dizaines de travailleurs étaient devant les portes.

Des pneus, des palettes étaient entreposés et des travailleurs décidés étaient devant, y compris des ouvriers de l'équipe du soir qui avaient fini la veille à 22 heures. A 4 h 30 les pneus étaient enflammés. Les grandes flammes qui s'élevaient étaient à l'image de l'ambiance : chaude, chaude !

A cette heure-là, pas un agent de maîtrise, parmi le petit clan des irréductibles de la direction, n'osa approcher des grévistes. Certains tiraient une mine désolée et triste. Mais une bonne part des agents de maîtrise étaient goguenards et bien contents qu'on leur force un peu la main.

Pétards, musique et fu-

sées maintenaient l'ambiance. Et si certains travailleurs avaient fait la grève-grasse matinée, il y eut tout de même plusieurs centaines de grévistes actifs devant les portes.

Quelques incidents eurent lieu à l'arrivée du personnel de journée, qui comprend des ouvriers mais surtout les bureaux, les techniciens et le reste de l'encadrement : des personnes excitées vinrent se heurter au piquet de grève, malgré le rapport de force. Il fallut les calmer ; il y eut quelques oeufs qui volèrent durant ces incidents.

La montée sur Renault

Des prises de parole eurent lieu pour réexpliquer le sens de la manifestation sur Renault. Aller s'adresser aux travailleurs de Renault, afin de montrer la détermination des travailleurs de Chausson à ne pas se laisser faire, c'était une réponse à la

direction de Renault qui avait fait constituer des stocks de milliers de "Trafic" pour pouvoir imposer des journées de chômage partiel aux travailleurs de Chausson, au moment où il s'agit de se défendre contre le plan de licenciements. C'était enfin et surtout une action volontaire en vue de rompre l'isolement par lequel les patrons voudraient vaincre les salariés les uns après les autres.

Six cents salariés de Creil montèrent dans les cars, pendant que certains restèrent à faire le piquet de grève à l'usine.

La première étape était Billancourt, où se réunissait le Comité central d'entreprise de Renault. La CGT Renault avait évoqué un appel à débrayer ce jour-là ; en réalité seule une poignée de syndicalistes attendait les travailleurs de Creil, rejoints par 80 travailleurs de Chausson Gennevilliers, place Bir-Hakheim à Billancourt. Des représentants syndicaux prirent la parole, ainsi que le député-maire de Gennevilliers (PC). Quant à la délégation de chez Chausson, elle fut

reçue par un subalterne de la direction des affaires sociales, qui n'avait rien à dire... tout comme chez Peugeot.

Les 700 salariés de Chausson repartirent bien vite dans les cars en direction de Flins.

La rencontre avec les ouvriers de Flins

Malgré les rumeurs qui avaient couru, il n'y avait pas un uniforme de police à l'entrée de l'usine de Flins. Après avoir fermé les portes d'accès au parking du personnel, la direction décida de les ouvrir aux grévistes de Chausson, y compris à leur voiture sono. Un filtrage avait toutefois été mis en place à la grille principale donnant accès ensuite aux ateliers. Mais la porte sauta rapidement devant quelques dizaines de travailleurs de chez Chausson et quelque 150 d'entre eux s'installèrent avec leurs tracts pour les diffuser à l'intérieur de l'enceinte de l'usine.

Malgré ce qu'avaient annoncé certains syndicalistes aux ouvriers de Chausson, les travailleurs de Flins n'avaient pas été appelés à les accueillir. La plupart n'avaient pas même été informés de leur arrivée. Seuls les militants syndicaux s'étaient préparés à les accueillir. Mais les 700 travailleurs de Chausson présents au moment du changement des équipes, avec de multiples banderoles dont la plus grande proclamait "Travailleurs de Renault et Chausson, même patron même combat", et diffusant le tract adressé aux travailleurs de chez Renault, eurent tôt fait de se faire entendre. Les syndicalistes de chez Chausson s'adressèrent par la sono aux travailleurs de Flins.

Tout cela provoqua un peu de ralentissement à l'entrée et à la sortie des équipes, des discussions, des sourires d'encouragement. Des tra-



A Renault Flins.

LES CHAUSSON

vailleurs de Flins s'arrêtaient pour écouter les prises de parole qui développaient le contenu du tract. Le représentant du Syndicat Démocratique Chausson de Creil déclara : "Nous sommes venus vous dire et vous montrer que, face aux coups de notre patron commun, nous avons décidé de nous battre et de ne pas accepter de crever dans notre coin... Nos patrons ne sont forts que de notre isolement à nous, les travailleurs... Il faudra bien un jour ou l'autre qu'on se donne la main pour en finir avec cette offensive patronale, et nous sommes venus vous dire que le plus tôt sera le mieux." C'est lui qui invita les syndicalistes de Flins à se servir de la sono, ce que firent les représentants de la CGT puis de FO, qui conclut son discours en disant : "Vous pouvez revenir à Flins quand vous voulez, vous serez les bienvenus".

Si une minorité non négligeable de grévistes de chez Chausson avait envie de passer discuter sur les chaînes, la majorité exprima, lors du vote qui fut organisé, sa préférence pour retourner à Creil vérifier que personne n'y travaillait. Ce qui fut fait. Au retour à Creil, tout le monde constata que l'usine était déserte, contrairement à une information qui avait été lancée par un syndicaliste.

Préparer la suite

Beaucoup de manifestants étaient contents de s'être fait entendre. Ils furent renforcés dans leur sentiment quand ils virent que leur manifestation à Renault avait été largement relayée par la télé et les journaux.

Une minorité regrettait de n'avoir pas pu en découdre avec des adversaires qui ne s'étaient pas montrés. Mais il est évident que le problème n'est pas de faire un coup d'éclat. Il faudra plus pour faire reculer Renault, Peugeot et le gouvernement.

Après le succès de la journée du 11, chacun se prépare à la manifestation du samedi 19 décembre à Creil, manifestation à laquelle tous les travailleurs du bassin creillois sont conviés. Bien des entreprises sont touchées par des licenciements et la mobilisation des travailleurs de Chausson suscite intérêt et discussions. On peut même dire que le climat en est un peu changé.

Alors le 19 décembre ouvrira certes une période de trois semaines consécutives de chômage, jusqu'au 11 janvier. Mais la manifestation ce jour-là peut être une nouvelle étape de la mobilisation.

Certes, tout le monde est conscient que la lutte ne fait que commencer, mais la mobilisation qui se maintient à Chausson inquiète déjà bien des gens.

Correspondant LO

Du côté des travailleurs de Renault Flins



Vendredi 11 décembre, les travailleurs de Chausson sont venus à Renault Flins, à la rencontre des travailleurs de cette usine qui ont à moitié le même patron qu'eux (Chausson est filiale commune de Renault et Peugeot).

Pour ceux qui n'auraient pas été au courant à l'avance, la direction avait fait en sorte qu'ils le soient. Au changement d'équipe, les portes de l'usine et celles du parking étaient fermées, histoire de dissuader les camarades de Chausson d'entrer...

Mais cela n'a pas arrêté les gars de Chausson et, sur le parking, il y avait du monde. Aux portes, on a l'habitude de voir des dé-

légations, des militants syndicalistes, mais des centaines de travailleurs qui viennent nous rendre visite, ça, ce n'est pas commun.

On a écouté, un peu discuté, surtout ceux qui retrouvaient, parmi les travailleurs de Chausson, de vieilles connaissances.

Et dans les ateliers, la discussion a continué. Il faut dire que les chaînes ont démarré avec un peu de retard : on y était arrivé à petite vitesse.

Dans certains coins, en équipe d'après-midi, quelques travailleurs se demandaient même s'il n'aurait pas fallu débayer nous aussi.

En tout cas, le sentiment général est que les

camarades de Chausson avaient raison de protester. D'autant plus que, nous aussi, à Renault, nous avons droit à un plan social : plus de 2 200 suppressions d'emplois.

On a d'ailleurs appris, depuis, qu'il y aurait, même à Flins où la production augmente sans cesse, 857 suppressions de postes, dont 349 FNE et 300 reclassements en 3e équipe de nuit !

Une aggravation de notre situation qui montre qu'à Renault, comme à Chausson, comme dans beaucoup d'autres usines, les problèmes sont les mêmes et qu'il est urgent d'être solidaires contre les patrons.

Correspondant LO

Norton
(La Courneuve)

LES LICENCIEMENTS NE PASSENT PAS COMME UNE LETTRE À LA POSTE

Les journées du vendredi 11 et du lundi 14 décembre ont été perturbées, chez Norton, à La Courneuve.

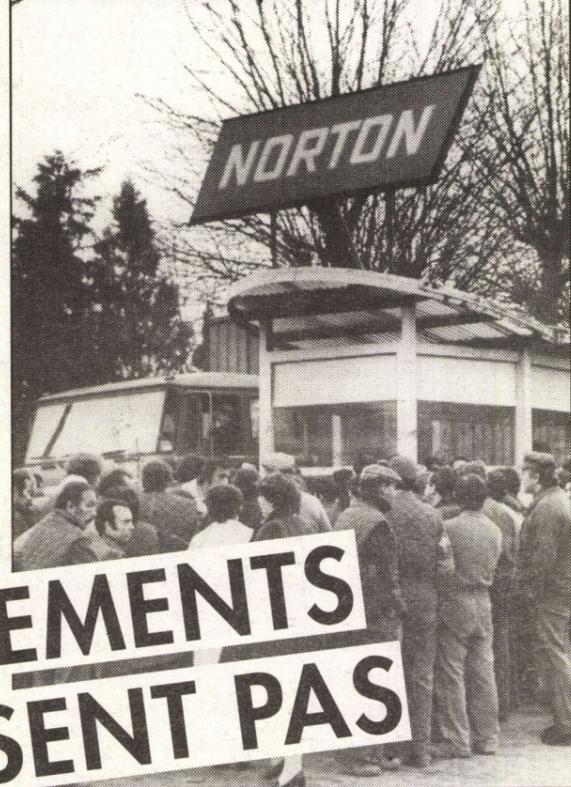
C'est le vendredi 11 que la direction a commencé à convoquer ceux qu'elle avait choisis pour être licenciés dans le cadre de son plan social. Elle espérait que cela se passerait sans heurt et qu'elle pourrait renvoyer chez eux les licenciés, ni vu ni connu.

Seulement, ça ne s'est pas passé comme cela. Dans les ateliers, les travailleurs du matin et de la normale ont cessé de travailler dès 9 h 30, et ceux de l'après-midi n'ont pas travaillé du tout.

C'est que, parmi les 14 ouvriers concernés par ces licenciements, plusieurs ont plus de 50 ans, et la seule garantie qu'ils ont en partant de Norton c'est d'aller pointer au chômage.

De plus, dans cette affaire, la direction a choisi ceux qu'elle voulait mettre dehors, dans toutes les catégories d'ailleurs (cadres, agents de maîtrise, employés et ouvriers), sans se donner tous les moyens d'éviter les licenciements secs.

Les travailleurs de Norton lors d'un rassemblement précédent.



D'une part, depuis la mise en place de son plan social, six personnes ont quitté l'entreprise et cela n'a pas diminué pour autant le nombre des suppressions d'emplois prévues initialement.

D'autre part, parmi les ouvriers, certains, qui pourraient être concernés par un départ en FNE, n'ont même pas été contactés par la direction.

Et en plus la direction, qui nous dit aujourd'hui que personne ne s'est porté volontaire au départ, n'a rien fait pour les susciter. En général, quand les patrons veulent cela, ils payent et le font savoir ! Tandis que là, la direction n'entend payer que les indemnités légales de licenciement (3/10e de mois par année de présence), autant dire une aumône, à des travailleurs qui risquent de se retrouver pour longtemps sur le carreau.

Alors, pour nous, il était clair qu'aucun des travailleurs concernés ne devait partir s'il ne voulait pas partir.

Et c'est là-dessus que, lundi 14, nous nous sommes à nouveau retrouvés pour une assem-

blée en compagnie de ceux des licenciés qui avaient pu être contactés dans le week-end. Nous leur avons demandé de revenir à l'usine s'ils n'acceptaient pas d'être mis à la porte comme des malpropres. Huit sont venus, accueillis par les 70 travailleurs réunis à la cantine.

Là, nous avons réaffirmé que ceux qui le voulaient devaient pouvoir rester à l'usine et, en fin de matinée, une délégation composée des travailleurs licenciés encore présents et de syndicalistes CFDT, CGT et FO, a été reçue par le chef du personnel, qui les a renvoyés à 48 heures plus tard car, disait-il, il ne pouvait répondre comme cela.

A l'heure où nous écrivons, les 48 heures en question ne sont pas encore écoulées. Et la direction n'a toujours pas donné de réponse. Mais cette réponse, nous espérons être nombreux à aller la chercher, pour qu'elle corresponde exactement à ce que souhaitent les travailleurs.

Correspondant LO

Sidérurgie lorraine

LA COLÈRE

COUP DE COLÈRE
CONTRE L'ACCÉLÉRATION
DES SUPPRESSIONS
D'EMPLOIS

Jeudi 10 décembre, la direction d'Unimétal annonçait, lors d'un CCE, son intention d'accélérer son plan de restructuration. Les investissements prévus sont révisés à la baisse, et les suppressions d'emplois vont encore s'amplifier : en 1995, il ne devrait plus rester que 2 800 sidérurgistes, sur les 6 000 que compte Unimétal aujourd'hui.

A Gandrange, où il était prévu de construire, à la place de l'aciérie actuelle, une mini-aciérie électrique, fonctionnant avec deux fois moins de personnel, seul un four électrique verra le jour en 1994, au lieu des deux initialement prévus. Résultat : les deux tiers des effectifs vont être supprimés (au lieu de la moitié), et il ne restera plus que 180 salariés à l'aciérie. De projet en projet, la "future aciérie" rétrécit comme une peau de chagrin. Sur l'ensemble du site de Gandrange, cela représentera un effectif de 1 400 personnes, au lieu des 2 800 aujourd'hui (en 1980, il y en avait 10 000 !).

Du même coup, les hauts fourneaux, qui alimentaient l'aciérie en fonte, vont être touchés, eux aussi : Lorfonte prévoit 500 suppressions d'emplois d'ici 1995 (sur 1 500 salariés) et la fermeture de deux hauts fourneaux, sur les quatre qui tournent actuellement. L'an dernier, elle en avait déjà fermé deux, à Uckange.

Ces nouvelles mesures ne sont pas tombées comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis la rentrée, la direction ne cesse de jeter des cris alarmistes sur la baisse des commandes et "la concurrence étrangère qui nous serre à la gorge". Toute cette campagne a servi de prétexte à de nombreux arrêts d'installation, notamment au LCB (Laminoir à barres et couronnes), où les travailleurs ont eu la majeure partie de leurs congés bloqués, durant toute l'année, à cause du chômage et où ils vont se retrouver, durant les fêtes, envoyés sur d'autres chantiers, à Hayange ou à Rombas, là où, paraît-il, il manque du personnel.



Des mineurs de fer brisent les vitres du siège d'Unimétal



Manifestation, à Metz, le 11 décembre.

Mais justement, les sidérurgistes en ont assez de payer tous les pots cassés de la crise, avec le chômage et les plans de licenciements successifs.

À l'époque où la sidérurgie faisait des bénéfices farfelus - 16 milliards de francs en 1988 et 1990 - les

travailleurs n'en avaient eu aucune retombée. Au contraire ! À l'époque, la direction continuait à "dégraissier les effectifs" pour mieux "muscler l'entreprise", disait-elle, afin de préserver l'avenir. On voit aujourd'hui comment il a été préservé !

Alors, pas question de trinquer une fois de plus pour les incapables qui nous dirigent : c'est le sentiment qui prévaut chez la plupart des sidérurgistes, qui ne supportent plus d'être abreuvés de beaux discours sur la reconversion, au moment où on supprime des emplois de tous les côtés.

Jeudi soir 10 décembre, à l'annonce des nouvelles mesures, les travailleurs de Gandrange se mettaient en grève. Les chefs eux-mêmes, qui d'habitude sont plus prompts à saboter les débrayages qu'à y participer, s'employaient à mettre les fours à l'arrêt. Il faut dire qu'eux aussi sentent le vent tourner. Jusqu'ici, ils avaient plus ou moins réussi à passer au travers des plans de suppressions d'emplois. Mais, comme il reste actuellement pratiquement autant de chefs que d'ouvriers, la prochaine saignée dans les effectifs risque de leur être fatale.

Le vendredi matin, près de 1 000 sidérurgistes sont descendus dans les rues de Metz pour crier leur colère. Aux traditionnels slogans "Charbon, fer, acier, l'emploi en a besoin", se mêlaient "Francis Mer licencieur, gouvernement

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chattroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 14 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL et VILLE :
 COMPLEMENT D'ADRESSE :
 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

DES SIDÉRURGISTES

LA LOI

AGORAPHOBIE

DE LA JUNGLE

complice", ou bien "Casseur... casseur... casseur, Francis Mer, répondit l'écho". La manifestation étant arrivée devant la préfecture, les orateurs se sont succédé.

Juste avant le départ pour se rendre au siège social d'Unimétal, les élus de droite ont eu la malencontreuse idée de sortir de la préfecture, où se tenait une réunion du Conseil général. Ils croyaient apparemment que les slogans proférés à l'encontre du gouvernement actuel redonneraient du même coup un nouveau crédit à la droite. Avec leur sourire niais, ils tentaient de récupérer le mécontentement. Résultat : ils se firent copieusement insulter et l'un d'eux reçut une canette sur le crâne. Leur attitude fut interprétée comme une provocation par bon nombre de manifestants, qui commencèrent à enlever les barrières mises en place devant la préfecture. Les CRS répondirent par une volée de grenades lacrymogènes pour protéger les élus, qui rentrèrent précipitamment à l'intérieur de la préfecture, qu'ils n'auraient jamais dû quitter.

Après ces incidents, le cortège s'est rendu au siège social d'Unimétal, où quel-

ques vitres ont volé en éclats.

Depuis le vendredi 11 décembre, l'ambiance reste chaude. A l'aciérie de Gandrange, des assemblées générales ont eu lieu à plusieurs reprises. La production tourne au ralenti. L'équipe du matin a débrayé, le lundi 14, durant quatre heures pour monter chez le directeur et lui demander de s'expliquer sur sa politique. Pendant ce temps, à l'entrée de l'autoroute à Metz, des sidérurgistes déroulaient six kilomètres de fil d'acier pour protester contre le plan. Et jeudi 17, c'est à Metz-Grigy que les travailleurs comptent se rendre pour boycotter la réunion du CCE.

S'il semble difficile de faire reculer la direction sur son plan de suppressions d'emplois, au moins les travailleurs espèrent-ils obtenir des garanties pour eux-mêmes : le rétablissement des départs à 50 ans permettrait d'éviter les licenciements des plus jeunes. A défaut des usines, les sidérurgistes veulent garder leur paye. "Nous n'avons pas travaillé durant toutes ces années pour nous retrouver aujourd'hui sans rien", disent-ils.

Correspondant LO

Pour justifier le nouveau plan de licenciements, Francis Mer invoque la baisse des commandes et la "concurrence exacerbée que les Etats-Unis et les pays de l'Est font subir de plein fouet à l'acier européen". Sur ce sujet, il est intarissable. A longueur d'interviews dans la presse, il jette des cris d'alarme contre les taxes exorbitantes que l'administration américaine a décidé d'infliger aux produits en provenance de la CEE dans le cadre de mesures anti-dumping. Mais, au même moment, on apprend que la Commission de Bruxelles - sous la pression de l'organisme Eurofer dont Francis Mer est le président - s'appête à prendre le même genre de mesures à l'encontre des importations en provenance des pays de l'Est,

après avoir déposé des plaintes anti-dumping ! C'est ainsi qu'en Slovaquie le directeur du complexe VSZ, à Kosice, déplorait, dans une interview à Libération, les mesures protectionnistes mises en place par la Communauté européenne. "Nous n'avons pas fait la révolution, disait-il, pour que des barrières douanières bloquent nos produits aux portes de l'Europe".

En clair, les patrons de la sidérurgie européenne font subir aux pays de l'Est les mêmes mesures "iniques", "arbitraires" et "injustifiées" (pour reprendre les termes de Francis Mer) qu'ils reprochent aux Américains de prendre à leur

encontre.
C'est la loi de la jungle... capitaliste.

RECONVERSION... ... AU MÉTIER DE CHÔMEUR !

Pour reconverter les sidérurgistes, les patrons et l'Etat ont créé un organisme baptisé SODIEST. En octobre dernier, des travailleurs licenciés ont dû se rendre dans ces structures d'accueil. Dans des classes en préfabriqué, les spécialistes de la reconversion leur ont expliqué qu'ils retrouveraient du travail sans problèmes, que le carnet était rempli de propositions d'embauches, mais qu'il fallait auparavant faire un stage.

Pendant ce stage, qui a duré quatre se-

maines, on leur a appris, curieusement, à lire... des petites annonces ! Pourquoi apprendre à éplucher les annonces d'offres d'emplois, si SODIEST regorge de propositions ? Ce n'est qu'à la fin du stage qu'on leur a révélé la clef de cette énigme : pour les offres d'emplois de SODIEST, ces travailleurs licenciés n'étaient pas assez "pointus". Ils n'avaient pas le profil ! Sans doute seulement le profil du parfait chômeur alors ?

Le 11 décembre, Francis Mer devait venir à Hagon-dange, au parc des Schtroumpfs, pour expliquer aux cadres le bien-fondé de sa politique de suppressions d'emplois. Le choix du lieu - le parc des Schtroumpfs -, c'était déjà tout un symbole de la poudre aux yeux qui a été jetée autour du mythe de la "reconversion des sidérurgistes" : on ferme des usines, on supprime des milliers d'emplois mais, comme lot de consolation on construit... un parc d'attractions, fonctionnant avec quelques dizaines d'emplois saisonniers.

Quoi qu'il en soit, à l'annonce de cette visite, une manifestation de sidérurgistes avait été prévue pour aller accueillir, comme il se doit, le PDG d'Usinor-Sacilor. Mais la veille du jour J, coup de théâtre : on apprenait que la réunion était reportée sine die. Francis Mer changeait son programme et décidait de se rendre à Dilling, en Sarre, là où on ne l'attendait pas.

Décidément, Francis Mer n'aime pas les bains de foule. Le 3 décembre, il avait déjà fait le coup à La Défense, annulant à la dernière minute une réunion prévue de longue date, en apprenant qu'une manifestation était annoncée devant le siège.

CHS Esquirol Limoges

GRÈVE CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES

Le personnel de la cuisine du CHS Esquirol, à Limoges, est en lutte contre une nouvelle suppression de deux postes : un poste de plongeur et un poste de livreur, ce qui se traduirait par une charge de travail plus importante pour le reste du personnel, qui devra assurer ces tâches à tour de rôle en plus de celles qu'il exécute habituellement (cuisson, pâtisserie, boucherie, légumerie).

Cela fait plusieurs années que le directeur des Services économiques restructure et rentabilise la cuisine qui, en plus des repas des hospitaliers et du personnel de l'hôpital, fabrique ceux du service de repas à domicile de la ville de Limoges et d'un bon nombre de maisons de retraite du département (3 200 à 3 500 repas par jour).

Jusqu'à-là, le personnel n'avait pas réagi, et même dans son immense majorité avait accepté de collaborer au "projet de service", encouragé par le syndicat CFDT qui est majoritaire aux cuisines.

Mais ces deux suppressions de postes ont

mis le feu aux poudres, et ce sont les militants de la CFDT eux-mêmes qui ont proposé la grève.

Les repas des malades sont assurés par les non-grévistes et des grévistes réquisitionnés. Mais le self du personnel est fermé. Quant aux repas du personnel soignant qui mange dans les pavillons, le responsable de la cuisine arrivait à les faire fabriquer par des non-grévistes. Mais par solidarité, 27 pavillons sur 30 ont décommandé leurs repas "jusqu'à nouvel ordre" et amènent le casse-croûte !

Une collecte auprès des autres personnels a rapporté plus de 10 000 F pour l'instant, et une pétition a recueilli plus de 600 signatures, essentiellement chez les soignants, les autres services généraux étant plus réservés.

La direction répand le bruit que cette grève et le refus d'être "compétitifs" risquent de faire passer la cuisine au privé, et cela marche un peu auprès du personnel de la lingerie et des ateliers d'entretien, et chez les administratifs. En revanche, chez les soignants qui su-

bissent eux aussi le manque de personnel, on entend de plus en plus dire qu'il faut s'y mettre tous ensemble pour le problème des effectifs.

Pour l'instant, la direction a refusé toute entrevue, se contentant de proposer la venue d'un "audit" pour étudier la charge de travail.

Le jeudi 3 décembre, le personnel des cuisines a revoté la grève jusqu'au mardi 8 décembre. La direction a alors proposé la tenue d'un CTE (Comité technique d'établissement) exceptionnel le 18 décembre. A l'assemblée générale du 8, devant un début d'effritement du mouvement, les grévistes ont décidé de suspendre la grève à partir du jeudi 10, tout en maintenant le préavis et en se préparant à manifester massivement avec le reste du personnel le jour de la tenue du CTE. Les organisations syndicales ont décidé d'élargir le préavis de grève à l'ensemble du personnel pour parer à toute éventualité.

Correspondant LO

EDF

LE CARROSSE DE MONSIEUR...

Monsieur le nouveau directeur de centre a choisi une voiture pour remplir ses fonctions. Il aurait pu jeter son dévolu sur une simple 205, bleue, fil rouge ? Non. Monsieur le directeur de centre préfère le haut de gamme.. Résultat : une Safrane de l'ordre de 140 000 F pour son job, ses loisirs, ses vacances... avec carte d'essence aux frais de la princesse, bien évidemment ! Ça vous la coupe ? Attendez ! Les abonnés, eux, on les coupe pour trois fois rien. Ces derniers jours, record battu ! Un abonné s'est vu "suspendre" pour un impayé absolument monstrueux de 144 F.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière EDF-GDF
Paris Rive-Gauche.

Trailor-Lunéville (Meurthe-et-Moselle)

LES LICENCIÉS TOMBENT SUR UN OS !

Depuis jeudi 10 décembre, grèves et manifestations se succèdent à l'usine Trailor de Lunéville. C'est la colère contre le plan de licenciements de 211 travailleurs (dont 14 CDD) sur les 782 que compte le site.

Dès l'annonce des licenciements, fin octobre, les travailleurs s'étaient mobilisés à l'appel de la CGT à de nombreuses reprises en effectuant plusieurs débrayages mais surtout lors des jours de chômage partiel et lors d'une manifestation imposante de 2 000 personnes à Lunéville, le samedi 31 octobre.

Mais jeudi 10 décembre après-midi, la grève était massive à l'usine, au moins dans les ateliers, les AA-TAM (Administratifs, techniciens, maîtrise) se mobilisant peu alors qu'ils sont proportionnellement davantage touchés par le plan de licenciements. Les grévistes envahirent la salle où se tenait le Comité d'entreprise, séquestrèrent plusieurs heures durant la direction et allèrent ensuite, dans la soirée, allumer un feu devant les grilles de la sous-préfecture.

Le lendemain, vendredi 11, jour de chômage partiel, la CGT - seule organisation syndicale, avec la CGC, présente dans l'usine - avait appelé à un rassemblement le matin place de la Gare. 300

travailleurs s'y retrouvèrent. Les voies de chemin de fer du Paris-Strasbourg furent bloquées pendant une heure puis la manifestation se dirigea vers les agences du Crédit Lyonnais et de la BNP, deux banques qui sont les principaux actionnaires de Trailor et de la SESR (Société européenne de semi-remorques, holding qui coiffe plusieurs marques comme Trailor, Fruehauf ou Benalu).

Puis, après s'être donné rendez-vous pour l'après-midi, 200 manifestants se rendirent à la sous-préfecture où, profitant de l'entrebâillement de la porte, tout le monde s'engouffra à l'intérieur, coinçant le sous-préfet dans son bureau. Il était blême et avait la tremblote quand on lui tendit le micro pour qu'il s'explique.

L'occupation dura six heures et fut levée après que la CGT eut obtenu une nouvelle réunion avec le préfet et les dirigeants de la SESR à Nancy pour le samedi. Réunion qui n'a bien sûr rien donné.

Alors, lundi 14 décembre, l'ensemble de l'usine était en grève. Le bureau du chef du personnel était déménagé par les 300 grévistes présents au milieu de la route qui passe devant l'usine et la CGT appela à bloquer la livraison des véhicules. Des remorques furent mises en travers de l'entrée du centre d'enlèvement et des chauffeurs-routiers qui venaient prendre livraison durent rebrousser chemin. Les blocages de route, de toute façon, ils connaissent !

Depuis le début, la politique de la CGT est d'exiger

une autre solution industrielle, expliquant qu'il suffirait de produire trois semi-remorques de plus par jour pour éviter les licenciements, et elle fixe comme objectif l'ouverture d'une "véritable" négociation. Mais cette politique de demande de négociations tous azimuts commence à impatienter une minorité combattive qui sait bien et qui constate que ce n'est pas avec des parolotes qu'on fera reculer la direction. C'est ce qui a incité la CGT à durcir le ton et à appeler l'après-midi du 14 décembre à un vote le lendemain, pour ou contre l'occupation de l'usine.

Mardi 15 à l'entrée de l'équipe du matin, une vingtaine seulement de travailleurs rentra dans l'usine et à 7 h 30 tout le monde res-

ta dehors. Puis un cortège de 400 travailleurs environ se rendit à l'hôtel Oasis où la direction avait convoqué un nouveau Comité d'entreprise. Les occupants de l'hôtel furent réveillés aux cris de "Non aux licenciements" et le CE, qui se tenait dans un coin du hall de l'hôtel, fut quelque peu secoué. La table qui était devant le directeur vola et les représentants de la CGC qui, sans vergogne, avaient accepté de siéger furent pris à partie par les grévistes.

Le directeur fut sorti de l'hôtel et raccompagné à l'usine par toute la manifestation. Il n'en menait pas large !

De retour à l'usine la CGT appela à passer au vote à bulletin secret pour l'occupation ou pour des actions ponctuelles mais sans appeler vraiment à l'occupation.

A l'heure où nous écrivons le résultat du vote n'est pas encore connu.

La direction veut aller vite pour licencier. Elle veut profiter de la baisse actuelle des commandes pour se débarrasser d'ouvriers qui ont une ancienneté importante (l'usine n'ayant pas embauché depuis quinze ans), quitte à réembaucher des jeunes au SMIC en contrat à durée déterminée si les commandes reprennent. Elle a déjà fait le coup en 1983.

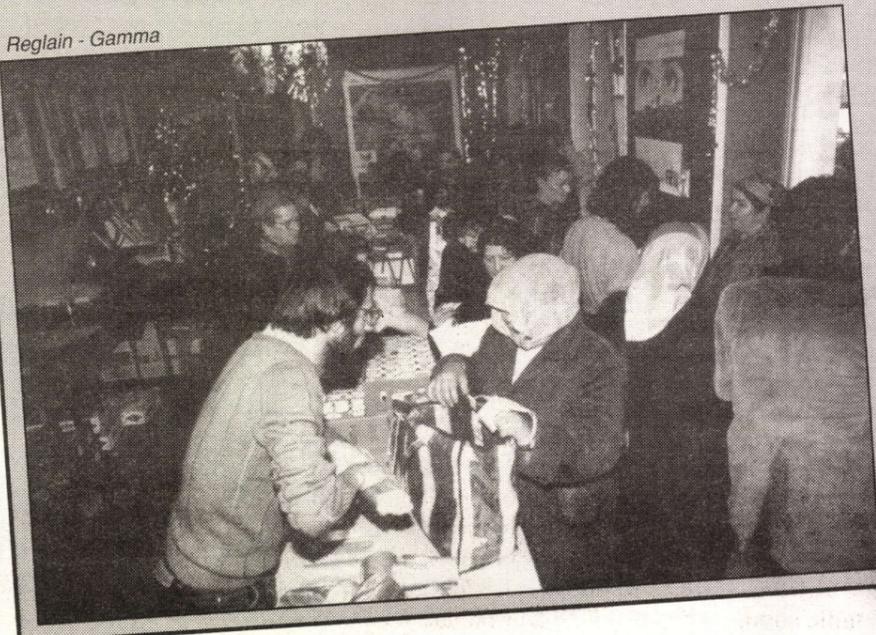
Le patron de la SESR s'étonnait que les licenciements se soient "bien" passés - pour lui - dans deux autres usines du groupe à Auxerre et à Bourges mais qu'ils ne passent pas à Lunéville... Là, il est tombé sur un os.

Correspondant LO

Restaurants du Cœur

LE MONDE À L'ENVERS

Reglain - Gamma



La France est l'un des pays les plus riches au monde et en cette période des fêtes de fin d'année, les magasins regorgent de victuailles de luxe... Et pourtant, cette semaine s'ouvrent pour la huitième année les Resto du cœur qui s'apprêtent à fournir quelque 30 millions de repas en trois mois. L'Armée du salut remet en route ses soupes de nuit et annonce plus de deux millions de repas servis chaque année.

Depuis le début de la crise ils sont des dizaines de milliers, sans abri, sans ressources, sans travail, condamnés à ne vivre que de la charité. Et les vagues de licenciements continuent de plus belle... pendant que les profits s'arrondissent à l'autre bout de la société.

Des livres pour enfants à offrir... ou à s'offrir !

• Dans la même collection, trois livres de Kim Taylor



LA LUMIÈRE LA STRUCTURE LE MOUVEMENT

Voilà trois livres attrayants, rapides à lire (aucun ne dépasse la cinquantaine de pages) d'un prix raisonnable, et à la démarche très concrète, qui développe le sens de l'observation tout en fournissant une série de connais-

sances précises. L'auteur procède fréquemment à des comparaisons judicieuses. Dans *La structure*, par exemple, pour mettre en évidence ce qu'est la compression et ce qu'est la tension, il compare le squelette d'un éléphant et la structure

d'un pont suspendu. Dans *Le mouvement*, il compare le vol stationnaire d'une libellule et d'un hélicoptère. Il réussit ainsi à expliquer clairement une série de phénomènes, sans pour autant submerger le lecteur de termes techniques. Dans *La lumière*, le mécanisme de la photosynthèse est ainsi décrit sans même que le mot soit employé.

L'auteur fait partager sa jubilation pour l'étude de la nature sans nous asséner un discours plus ou moins "humaniste" et "écologiste", comme c'est souvent le cas dans les livres de vulgarisation scientifique destinés à la jeunesse.

J.-P. C.

La lumière ; La structure ; Le mouvement de Kim Taylor, éditions Casterman. Chaque livre : 55 F.

• de Marie-Christine Torti

Le violon a plus de 400 ans ; ce petit livre nous apprend tout du travail du luthier avec toute sa panoplie d'outils.

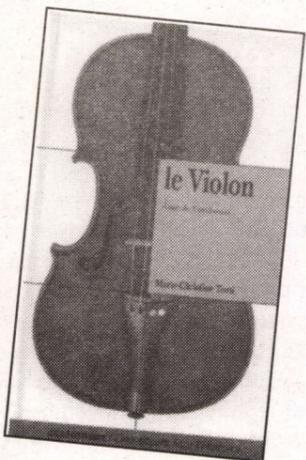
A sa naissance au 16e siècle, le violon était plutôt méprisé par la haute société aristocratique. C'était l'instrument facile à transporter des musiciens vagabonds. Sa renommée franchit un pas au 17e siècle grâce à quelques luthiers italiens extraordinaires dont le célèbre Stradivarius de Crémone.

Progressivement, le violon fit alors son entrée dans les salons, les cours princières, les églises, les académies de musique et les salles d'opéra. S'il continue aujourd'hui à jouer un rôle important au sein des orchestres de musique classique, il n'a pas pour autant perdu le contact avec ses origines populaires. Il reste le compère indispensable de nombreuses musiques folkloriques et a même réussi à se faire une petite place dans le domaine du jazz et même, en s'électrifiant, dans celui du rock.

Un tout petit livre très bien fait sur cet instrument de musique qui a une âme : cette petite pièce de bois que le luthier coince en force et qui est déterminante pour la sonorité.

Le Violon, âme de l'orchestre de Marie-Christine Torti, éditions Casterman, 41 F.

LE VIOLON



• de J. Tixier et H. de Saint-Blanquat



Le biface, autrement dit le silex taillé, a marqué une étape importante dans l'évolution de l'humanité. Deux préhistoriens nous font découvrir ce qu'étaient la démarche et les gestes de l'artisan d'il y a environ 200 000 ans pour fabriquer cet outil : le choix de la pierre idéale, le percantage sur le rognon de silex pour dégager la forme souhaitée, les erreurs de taille aussi...



• d'Isaac Asimov
NOTRE SYSTÈME SOLAIRE

Isaac Asimov, mort en avril dernier, est surtout connu comme auteur de nouvelles et de romans de science-fiction de qualité. Mais il était aussi un scientifique.

Dans une série de petits livres, très courts, il a eu à cœur de transmettre ses connaissances à un public jeune, de façon à la fois accessible et rigoureuse.

Dans celui-ci, qui a été publié en France en 1989, Asimov décrit le système solaire depuis la naissance du soleil il y a quelque 4,7 milliards d'années jusqu'à son agonie prévue dans à peu près autant...

Au passage, on apprend comment se sont constituées les planètes, ce que sont les planètes rocheuses dites telluriques, les géantes gazeuses, les satellites, les astéroïdes, les météores et les comètes. Ce livre illustré avec clarté se termine par un résumé chronologique des "événements" et un lexique des principaux termes astronomiques employés.

Notre système solaire d'Isaac Asimov, Collection "Bibliothèque de l'Univers", éditions Père Castor - Flammarion, 28 pages, 54 F.

LE BIFACE, SILEX TAILLÉ

Les auteurs ne s'en tiennent pas à ce sujet pointu (c'est le cas de le dire) et nous entraînent dans un voyage dans la préhistoire. On y apprend ainsi ce qu'étaient les outils antérieurs aux bifaces - car il y a près de trois millions d'années que les hommes "cassent des cailloux", et ce qu'était l'environnement des hommes de l'époque.

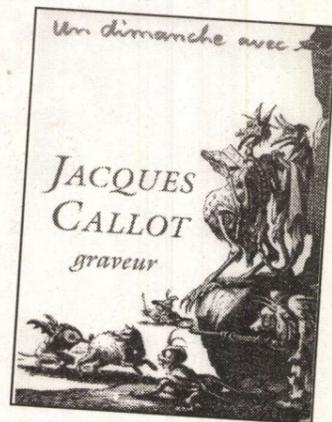
Chemin faisant, le lecteur fait aussi connaissan-

Les quelques petits livres pour enfants que nous présentons initient à quelques aspects de la science ou de l'histoire de l'art, avec en particulier un aspect concret... même s'il n'est pas toujours reproductible par des amateurs (comme la réalisation d'un violon... ou d'une puce électronique !)

Ces livres sont tous sortis cette année (à l'exception de celui d'Asimov), dans des collections destinées aux jeunes de plus de dix ans. Mais ils peuvent être lus également, avec profit et plaisir, par tous les adultes qu'aucune limite d'âge n'arrête !

• de Maxime Préaud

UN DIMANCHE AVEC JACQUES CALLOT, GRAVEUR



Ce beau livre fait d'une pierre trois coups. On y apprend ce qu'étaient les différentes techniques de gravure au 17e siècle, celle à la pointe-sèche, celle au burin et enfin celle à l'eau-forte, un acide corrosif qui ronge la plaque de cuivre. Cette technique de l'eau-forte avait la préférence de Jacques Callot.

On y apprend aussi quelques faits concernant le duché de Lorraine, État encore indépendant au début du 17e siècle, coincé entre le royaume de France et l'empire des Habsbourg.

Enfin, on découvre une partie de l'œuvre d'un grand

dessinateur et graveur, témoin de son temps. L'art de Callot était varié dans son inspiration et toujours percutant. Son dessin de la *Tentation de Saint-Antoine* est d'un fantastique échevelé. Au cours de son séjour en Italie, il réalisa des scènes de rues et de marchés pleines de verve, tandis que ses descriptions des horreurs de la guerre de Trente ans en Lorraine sont d'un réalisme impitoyable.

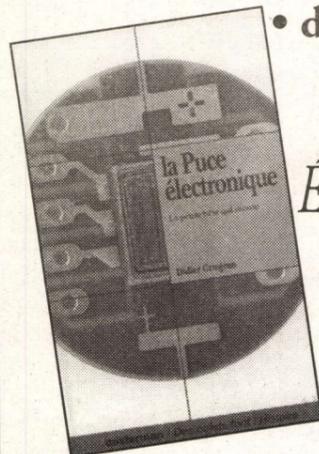
Un livre très bien illustré qui approche au plus près du métier et des sources d'inspiration du graveur.

J.-P. C.

Un Dimanche avec Jacques Callot graveur de Maxime Préaud, édition Skira jeunesse, 120 F.

• de Didier Grosjean

LA PUCE ÉLECTRONIQUE



La préhistoire de la puce, ce petit cerveau électronique, commence en 1823 avec la découverte d'un nouvel élément, le silicium, par le chimiste suédois Berzelius. Son histoire proprement dite commence en 1969 lorsqu'Edward Hoff eut l'idée de réunir les principales fonctions d'un ordinateur sur un seul élément "microprocesseur" : la "puce".

Ce livre explique très clairement comment on fabrique les puces, quel est le langage binaire (le seul qu'elles "comprennent" !) et quels types de problèmes on peut résoudre grâce à ces puces situées au cœur des ordinateurs.

Le sujet est traité avec humour. C'est "puce" agréable !

J.-P. C.

La puce électronique de Didier Grosjean, éditions Casterman, 41 F.

ce avec les hommes qui, depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours, se passionnent pour l'étude de la préhistoire.

En une cinquantaine de pages, c'est une bonne introduction à celle-ci.

J.-P. C.

Le biface, silex taillé de J. Tixier et H. de Saint-Blanquat, éditions Casterman, 41 F.

Couvre-feu
en Algérie

SOUS PRÉTEXTE DE LUTTER CONTRE LES ATTENTATS

TOUTE LA POPULATION EST SOUS SURVEILLANCE

Depuis le 5 décembre le couvre-feu a été instauré de 22 h 30 à 5 h du matin dans sept willayas (l'équivalent de nos départements) d'Algérie. Les willayas concernées sont celles d'Alger et de toute la région qui l'entoure, de Bouira à 120 kilomètres à l'est de la capitale, à Aïn Defla à 150 kilomètres à l'ouest.

250 policiers et plusieurs civils victimes des attentats intégristes

Voilà déjà deux mois qu'au nom de la lutte contre les attentats intégristes, le gouvernement a renforcé l'appareil répressif et mis en place des mesures d'exception. Les autorités algériennes avaient préparé l'opinion depuis quelques semaines en annonçant de nouvelles mesures à partir de l'expiration, le 4 décembre, du "délai de grâce" accordé aux terroristes pour se repentir et se rendre aux autorités lors de la proclamation de la loi anti-terroriste le 4 octobre.

Les attentats organisés par des groupes armés islamistes ont fait plus de 250 morts dans l'armée et la police depuis la dissolution du FIS le 4 mars dernier. Un certain nombre de personnalités civiles ont également été visées : ce fut notamment l'assassinat en septembre à Constantine d'un membre du PAGES (le Parti communiste algérien, dont la direction actuelle compte proposer l'auto-dissolution lors d'un congrès convoqué prochainement) et en même temps animateur d'un comité RPN (le Rassemblement populaire national, tentative de reconstitution d'un parti gouvernemental). Plus récemment, le 1er décembre, c'est le secrétaire général de la centrale syndicale UGTA qui a échappé de justesse à une tentative d'attentat.

Mais si la police et l'armée algériennes, qui depuis des mois traquent les groupes armés intégristes, n'arrivent pas à bout de cette vague d'attentats, ce n'est sûrement pas par manque de moyens ou de lois répressives. C'est pour une raison bien plus profonde.

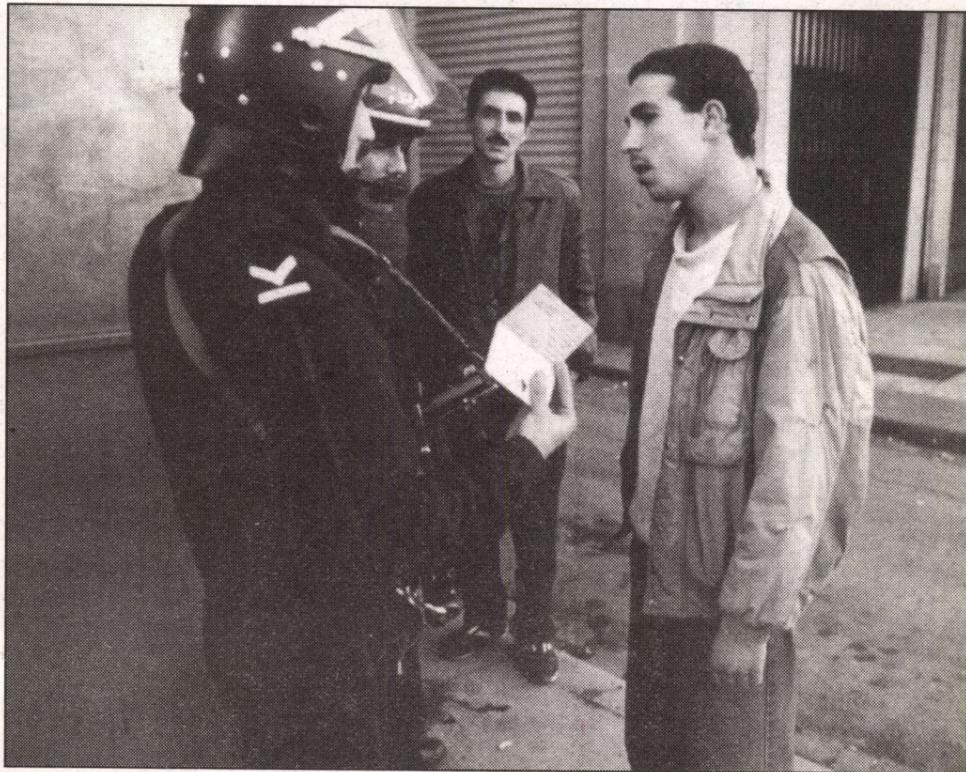
Le gouvernement pourchasse les groupes armés intégristes. Mais sa politique leur fournit des troupes

Car le pouvoir n'a pas attendu les lois d'exception d'octobre dernier, ni le couvre-feu, pour interdire le principal parti intégriste, le FIS. Ses responsables les plus connus et un grand nombre de responsables locaux ont été arrêtés. On lui a retiré le contrôle des municipalités gagnées aux élections de juin 1990 (450 assemblées communales ex-FIS avaient été dissoutes en avril, 180 autres viennent de l'être). Le pouvoir cherche à s'en prendre aux multiples associations religieuses ou caritatives contrôlées par le FIS, bien qu'il soit difficile à un régime basé aussi en partie sur la religion d'y distinguer les islamistes proches de l'ex-FIS de ceux proches des autres courants intégristes dits "modérés" avec qui on discute, ou de ceux en odeur de sainteté auprès des imams nommés par le gouvernement. Et le gouvernement a annoncé la dissolution des Ligues islamistes du travail qui constituent le syndicat créé par les intégristes (SIT).

Pourtant les extrémistes islamistes trouvent semble-t-il toujours suffisamment d'hommes-suicide prêts, au nom d'Allah ou au nom de leur haine du régime, à risquer leur vie en faisant le coup de feu contre une voiture de police ou en posant une bombe contre telle ou telle installation. C'est la crise économique et l'indécence de la petite poignée de privilégiés du pays et la politique gouvernementale elle-même qui les leur fournissent. La multiplication des contrôles policiers n'y changera pas grand-chose.

La lutte contre la corruption : un faux-semblant

Pour donner le change, le gouvernement algérien et la presse montent en épingle les liens existant entre les milieux activistes intégristes et une certaine pègre, comme il y en a partout dans le monde entre pègre et mouvements fascistes. Mais le procès d'un homme d'affaires de Tamanrasset dont les camions font la navette entre l'Afrique noire et l'Algérie, un "Hadj" (un "saint homme") nommé Hadj Bettou, accusé de trafic d'armes, s'est soldé, le 18 novembre, par une condamnation relativement légère, huit mois de prison, pour les quelques Kalachnikovs trouvées dans ses



Gamma

hangars. De jeunes "trabendistes" se retrouvent en prison pour de bien plus petits trafics. Et des jeunes des quartiers pauvres, fanatisés par les islamistes ou pas, ont été jetés dans les camps, non pour des mitraillettes, mais pour quelques pierres jetées contre des cars de police.

Quant à la lutte contre la corruption proclamée à sons de trompe, comme le procès en cours contre un ancien ministre de la Défense de Chadli, le général Beloucif, elle se résume surtout à une lutte entre les clans au pouvoir, menée à fleurets mouchetés tant les révélations sur la corruption des quelques évincés pourraient éclabousser tous les autres restés au pouvoir. Mais ce n'est pas à la corruption, c'est au niveau de vie des couches laborieuses qu'on fait la guerre.

Quadriller les quartiers pauvres et intimider les travailleurs

En réalité l'armée profite surtout de l'inquiétude d'une grande partie de la population face à ces attentats pour faire plus facilement accepter le quadrillage et les contrôles, et un quadrillage avant tout des grosses concentrations urbaines et des quartiers pauvres. L'armée se sert de la lutte contre les groupes extrémistes islamistes pour affermir de plus en plus son emprise sur le pays, un temps ébranlée par les conséquences des émeutes d'octobre 1988.

Certains des partis dits d'opposition se sont empressés d'approuver les nouvelles

mesures répressives, comme le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) qui estime qu'elles doivent "rencontrer le civisme et la compréhension des citoyens". Le FFS d'Aït Ahmed, lui, les désapprouve en affirmant qu'elles signent l'échec de la politique gouvernementale, mais il n'a aucune autre politique à proposer à l'Algérie que la politique d'austérité imposée par ses prédécesseurs, austérité que le renforcement policier est surtout là pour faire accepter. Quant à la principale centrale syndicale ouvrière, l'UGTA, son secrétaire général a tenu à déclarer le 6 décembre, au lendemain de la mise en place du couvre-feu, qu'"il existe une coordination et une compréhension entre le gouvernement et l'UGTA. Nous sommes d'accord sur la politique générale". L'UGTA ne faillit pas à sa tradition de syndicat gouvernemental.

Ce renforcement du régime policier, s'il vise le FIS, vise pourtant au moins autant les couches pauvres du pays : les jeunes chômeurs des quartiers surpeuplés des principales villes, encore une fois, bien sûr, et pas seulement eux. C'est aussi toute la classe ouvrière que le régime compte ainsi probablement intimider, dissuader d'entrer en lutte alors qu'une nouvelle dévaluation du dinar (pour l'instant mise en suspens) et de nouvelles hausses de prix sont prévues, et que des dizaines de milliers de licenciements par fermeture ou compression du personnel des entreprises jugées non rentables sont au programme du gouvernement et de ses créanciers occidentaux.

Olivier BELIN